

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

NICOLAS LANG. — Les Soviétiques à Amman et au Caire	1	LUIS M. PAZ GIMENO. — Comment le Parti communiste chilien a gagné aux élections présidentielles	15
Quand les communistes comparaient le régime de Nasser à celui de Hitler ..	4	JEAN LAFORÊT. — Des congratulations initiales de Brejnev à l'auto-satisfaction actuelle de Husak	19
CLAUDE HARMEL. — Les raisons de la modération de la C.G.T.	9	LUCIEN LAURAT. — On moissonne en U.R.S.S.	26
La presse communiste en Allemagne fédérale	14		

Les Soviétiques à Amman et au Caire

DEPUIS bientôt quinze ans mais surtout depuis la fin de « la guerre des Six jours », il existe une constante dans la politique soviétique au Proche-Orient, à savoir : assurer la permanence de la présence de l'U.R.S.S. dans cette région du monde. S'ils ont accepté le plan Rogers comme point de départ d'une négociation, les Soviétiques, en autorisant sinon en incitant les Egyptiens à déplacer les fusées SAM 2 et SAM 3 le long du canal de Suez, n'en ont pas moins manifesté leur souci de vouloir conserver l'initiative dans une partie qui se révélait déjà difficile et que les événements de ces derniers quinze jours ont encore rendue plus complexe (1). La crise jordanienne, d'une part, et la disparition brutale de Nasser, d'autre part, ont montré à quel point les Soviétiques étaient en effet décidés à garder les positions qu'ils ont acquises au Proche-Orient au prix de très lourds sacrifices matériels et financiers.

Le heurt entre les soldats du roi Hussein et les commandos palestiniens était prévisi-

ble. Il fait suite, en effet, aux crises de février et de juin, l'étendue de l'affrontement ne faisant que croître. En acceptant le plan Rogers, où le problème palestinien était passé sous silence puisqu'il n'y était fait mention, tout comme dans la fameuse résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité, que de *réfugiés*, les principaux intéressés, c'est-à-dire le roi Hussein, le président Nasser, les gouvernements d'Israël, des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., ne pouvaient ignorer que non seulement les feddayines rejetteraient ce plan mais qu'ils mettraient tout en œuvre pour en combattre la mise en application. Les détournements d'avions, pour condamnables qu'ils soient, et les combats d'Amman et d'Irbid, s'inscrivent si l'on peut dire, dans la suite logique des choses.

Il appartiendra aux historiens de tenter de démêler le vrai et le faux, tant les informations sur les journées sanglantes d'Amman ont été contradictoires. L'intérêt pour nous est d'essayer de suivre la démarche soviétique et de montrer comment cette crise fut présentée par l'U.R.S.S.

On peut dire tout d'abord que l'attitude

(1) Voir à ce sujet « *Est et Ouest* », n° 453 : « L'U.R.S.S. et le Plan Rogers » (N. Lang).

soviétique au cours de ces journées fut étrangement ambiguë. Certes, le conflit jordanien est d'une complexité peu commune, mais il n'en reste pas moins que les Soviétiques ont gardé longtemps un silence prudent, qu'ils n'ont rien fait pour tenter d'arrêter dès le début les massacres et les tueries, qu'ils ont notamment repoussé la proposition française de faire une déclaration commune et solennelle des « Quatre Grands » et qu'il a fallu attendre pratiquement la fin de la crise pour que Moscou annonce « urbi et orbi » que le Kremlin venait d'effectuer des démarches auprès des gouvernements d'Amman, de Damas et de Bagdad. A ce moment, l'affaire était quasiment réglée et il ne restait plus qu'à enregistrer l'étonnante poignée de main échangée entre le roi Hussein et Yasser Arafat sous l'œil rieur et complice de Nasser.

Comment interpréter ce silence des Soviétiques ? Il convient, tout d'abord, de préciser que la presse et les organes d'information soviétiques ont présenté la crise jordanienne comme étant uniquement « une opération impérialiste et sioniste ». Sans se prononcer ni en faveur du roi Hussein ni pour les organisations palestiniennes, les Soviétiques agitaient la menace d'une intervention américano-israélienne, cherchant à faire croire que tout le drame qui se déroulait entre Amman et Irbid n'était que le fruit d'un « complot » perpétré à Washington et à Jérusalem. Il est évident que les Soviétiques restaient là fidèles à la campagne de propagande qu'ils ont déclenchée depuis plus de dix-huit mois et qui consiste à présenter le conflit du Proche-Orient comme n'étant rien d'autre qu'un affrontement entre les « forces impérialistes » et les « progressistes » du « mouvement de libération nationale arabe ».

Mais l'essentiel paraît être ailleurs. En fait, les Soviétiques n'ignorent pas l'enthousiasme que suscite dans les masses arabes l'action des feddayines. L'influence des organisations palestiniennes et le prestige dont elles jouissent peuvent être aujourd'hui constatés ou décelés dans tous les pays arabes. En invitant à Moscou, en février dernier, Yasser Arafat et une délégation de l'O.L.P., les Soviétiques ont bien montré que désormais ils ne considéraient plus les commandos comme des « aventuristes » payés par « des princes séoudites » et des « personnalités du Koweït », mais bien comme les combattants du « mouvement de libération nationale arabe », participant directement à la lutte contre les « impérialistes » au Proche-Orient (2). Sans doute, l'influence de l'U.R.S.S. au sein de l'O.L.P. reste-t-elle encore réduite mais il est évident que les Soviétiques ne négligent plus le mouvement palestinien et qu'ils le considèrent comme un fait politique dont il faut tenir compte.

Dès lors, il est peu probable qu'à Moscou on aurait accepté l'élimination physique et politique des feddayines. Certes, tout porte à

penser que dans les conditions actuelles, les Soviétiques ne souhaitent pas non plus la chute de la monarchie hachémite. La disparition du roi Hussein aurait créé un vide redoutable, ouvrant vraisemblablement la voie à un processus d'anarchie qui aurait transformé la Jordanie en un nouveau Yémen, où se seraient affrontés directement ou par personnes interposées les différents courants qui agitent le monde arabe.

Par contre, une victoire définitive du roi Hussein risquait également de compromettre la position soviétique, car cette victoire aurait pu être interprétée comme un succès de la diplomatie américaine et déboucher ensuite sur des négociations entre Israéliens et Jordaniens, que Washington n'aurait pas manqué d'appuyer. Les Soviétiques n'ont donc pas voulu laisser écraser les feddayines et on peut penser que si les Syriens ne leur ont pas demandé l'autorisation de faire entrer en Jordanie les unités blindées des Palestiniens qui sont intégrées dans l'armée syrienne, les Soviétiques n'ont rien fait pour les en empêcher. Lorsqu'il parut acquis qu'un accord se dessinait au Caire pour mettre fin aux combats, les Soviétiques ont effectué leur démarche officielle auprès du gouvernement de Damas dont ils firent ensuite une large publicité. Les relations entre Soviétiques et Syriens étant bien plus complexes qu'on ne le croit généralement à l'étranger, il est évidemment difficile de savoir aujourd'hui comment les choses se sont passées exactement. Mais tout donne à penser que les objectifs des uns et des autres étaient pour le moins concomitants. Il s'agissait de sauver le mouvement palestinien d'un désastre et il est très vraisemblable que c'est grâce à l'opération militaire syro-palestinienne, « couverte » par l'U.R.S.S., que celui-ci a pu être évité. Il est probable, qu'en dépit des apparences, l'influence soviétique au sein du mouvement palestinien est aujourd'hui renforcée. Les entretiens que Kossyguine a eus au Caire avec Yasser Arafat pourraient en tout cas l'indiquer.

Si à Amman, la politique des Soviétiques fut quelque peu ambiguë, au Caire ils ont agi d'une manière bien plus nette voire plus brutale. Dès que fut connue la mort de Nasser, la position soviétique concernant la succession du Raïs et l'avenir des relations entre l'U.R.S.S. et l'Égypte fut précisée dans un communiqué publié en première page de la « Pravda » et signé conjointement par Brejnev, Kossyguine et Podgorny. Il ressortait de ce texte qu'à Moscou on entendait que ces relations devaient se poursuivre et même s'intensifier. On mettait en évidence que Nasser avait été l'artisan de la coopération soviéto-égyptienne dans tous les domaines et qu'il avait consacré tous ses efforts « à rassembler le peuple arabe pour la lutte contre les ennemis communs, l'impérialisme et ses agents ».

Dès le lendemain du décès du Raïs et sous prétexte d'assister à ses funérailles, Kossyguine partait, à la tête d'une forte délégation, pour le Caire où il devait rester près de six jours. Du-

(2) Voir à ce propos « *Est et Ouest* », n° 443 : « L'U.R.S.S., les Palestiniens et la Jordanie » (N. Lang).

rant ce séjour, il allait avoir des entretiens avec la plupart des responsables égyptiens, la question de la succession de Nasser et celle ayant trait à l'avenir des relations soviéto-égyptiennes étant au centre des conversations. Kossyguine devait aussi adresser à la radio du Caire un message au peuple égyptien dont voici quelques extraits significatifs :

« La délégation soviétique que je préside a été mandatée par le parti communiste et le gouvernement soviétiques pour assurer aux dirigeants de votre pays et à son peuple la permanence de la politique de l'U.R.S.S. dont l'objectif est de développer les relations avec la R.A.U. dans tous les domaines. La politique soviétique tend également à sauvegarder les intérêts des peuples arabes dans leur juste lutte contre l'impérialisme, à renforcer leur indépendance et à accroître leur potentiel défensif et économique. »

« L'Union soviétique en tant qu'amie des Arabes prend fermement position pour l'établissement de la paix au Proche-Orient et pour que tous les peuples jouissent de leur droit inébranlable à une existence indépendante dans la paix et la sécurité. Personne ne doit douter que notre attitude en faveur de la paix va de pair avec le maintien de notre soutien total à la R.A.U. et aux autres Etats arabes qui dépendent des réalisations progressistes de leurs peuples. »

La promptitude de la réaction des dirigeants soviétiques, jointe à un raidissement très net à l'égard des Etats-Unis, montre l'importance que l'on attache à Moscou à l'avenir des relations soviéto-égyptiennes. Il est évident qu'après la disparition de Nasser, les Soviétiques entendent assurer la permanence de leur présence sur les bords du Nil. L'Egypte constitue aujourd'hui pour l'U.R.S.S. une base d'action trop précieuse pour accepter la moindre « défaillance » de la part des successeurs du Raïs. On n'est pas sans ignorer à Moscou qu'il existe en Egypte des milieux politiques qui souhaiteraient voir leur pays prendre quelque distance avec l'U.R.S.S., voire même orienter la politique égyptienne vers d'autres partenaires, en particulier vers les pays occidentaux. La publication dans le journal *Al-Ahram*, dont M. Heykal, ministre de l'Orientation, est rédacteur en chef, d'un message de Zacharia Mohieddine, ancien vice-président et qui passe pour être le chef de file de la tendance pro-occidentale, est à cet égard significatif.

Tout porte à croire que c'est pour éviter de telles « bavures » que Kossyguine s'est rendu si rapidement au Caire et qu'il y est resté si longtemps. La partie qui s'engage à présent en Egypte est particulièrement dure et peut être lourde de conséquences pour l'avenir du peuple égyptien. Si pendant plus de quinze ans, Nasser a en quelque sorte incarné son pays, il n'en reste pas moins que divers courants politiques coexistaient en Egypte. La ligne de clivage entre les deux grandes tendances se situait ces dernières années entre ceux qui acceptaient un renforcement de l'alliance avec l'U.R.S.S. et

ceux, au contraire, qui, estimant que l'engagement à l'égard des Soviétiques risquait à la longue de conduire la R.A.U. à une véritable satellisation, jugeaient qu'il serait plus sage et plus conforme aux intérêts du peuple égyptien d'établir de nouvelles relations avec l'Occident, en particulier avec les Etats-Unis. Il n'est pas osé d'affirmer que dans sa très forte majorité, c'est ce que souhaite également la nation égyptienne, dont le sentiment à l'égard des Soviétiques va du mépris à la haine et à la crainte.

Malgré la disparition de Nasser, qui a introduit les Soviétiques en Egypte mais qui en même temps constituait une sorte de frein à leur influence, l'U.R.S.S. dispose de nombreux atouts. Fournissant l'essentiel du matériel de guerre, notamment les fameuses fusées, dont la R.A.U. continuera à avoir besoin tant que la paix ne sera pas rétablie, les Soviétiques ont déjà tissé des liens très étroits dans le domaine économique, rendant l'Egypte quasi tributaire de l'U.R.S.S. D'autre part, les Soviétiques (et les Allemands de l'Est) ont participé depuis la fin de « la guerre des Six Jours » à la réorganisation des services de sécurité de la R.A.U. Ils ont également acquis de l'influence au sein du parti unique, l'« Union socialiste arabe », grâce notamment à Aly Sabri, qui en fut le secrétaire général, et à un certain nombre de communistes et marxistes, libérés par Nasser à la demande de Khrouchtchev, et qui furent par la suite intégrés dans l'appareil du parti, dans services d'information et dans l'administration.

Ce qui manque évidemment aux Soviétiques pour pouvoir rapidement s'emparer du pouvoir, c'est la présence d'un parti communiste, bien organisé et fortement structuré. En l'absence d'un tel outil, force leur est d'essayer d'utiliser l'« Union socialiste arabe » qu'ils vont probablement tenter de transformer en un parti de type communiste. Opération de longue haleine et combien difficile pour qui connaît le caractère à la fois individualiste et apathique des Egyptiens. L'armée demeure évidemment la grande inconnue car si l'influence des Soviétiques est loin d'y être négligeable, en particulier à la hauteur des états-majors, on sait néanmoins que cette armée, contrôlée avec quelle peine par Nasser, est traversée par des courants divers qui peuvent s'accroître avec la disparition du Raïs.

Néanmoins ce que les Soviétiques ont voulu — et ce fut probablement l'objet essentiel de la mission de Kossyguine — c'est assurer la succession de Nasser dans le calme. Toute agitation risquait d'ouvrir la voie à l'aventure et peut-être à un putsch militaire, réduisant ainsi à néant les efforts et les sacrifices financiers consentis par les Soviétiques depuis des années. Le choix d'Anouar El Sabate, vice-président qui assure provisoirement les fonctions présidentielles, comme chef de l'Etat montre qu'on s'oriente vers une direction collégiale. Car l'ancien compagnon du Raïs ne dispose ni de son autorité ni de son prestige. La désignation du futur président du Conseil

et de ses principaux collaborateurs donnera une indication plus précise sur les possibilités ou les difficultés des Soviétiques. Il est à craindre cependant que, compte tenu de l'enjeu, ceux-ci ne mettent tout en

œuvre pour ancrer davantage l'Égypte à l'U.R.S.S., en développant, comme l'a précisé Kossyguine, « les relations soviéto-égyptiennes dans tous les domaines ».

NICOLAS LANG.

Quand les communistes comparaient le régime de Nasser à celui de Hitler

LES communistes de France et d'ailleurs ont rendu à Nasser un hommage funèbre d'une ampleur rarement atteinte par eux, et peut être même jamais, quand il s'est agi de la mort d'un homme politique ou d'un homme d'État étranger au mouvement communiste. Les services que Nasser leur a rendus en leur permettant de s'implanter en Égypte expliquent ces dithyrambes inhabituels, dont d'ailleurs ils attendent qu'ils leur facilitent le maintien et le renforcement de leur influence au Proche-Orient : ils vont se servir autant qu'ils pourront du souvenir du Raïs, de leur « amitié » pour lui, de son « amitié » pour eux pour faire avancer leurs affaires.

Cela ne doit pas faire oublier qu'avant qu'il soit tombé entièrement sous leur emprise (dont peut-être il n'aurait jamais pu se dégager), Nasser avait une première fois secoué leur influence et que, en dépit de l'appui qu'il lui avait apporté lors de la seconde guerre d'Israël en 1956, il avait, troisième phase de sa politique de bascule entre l'Est et l'Ouest, déclenché contre le communisme intérieur et extérieur de violentes attaques, qui s'étaient traduites sur le plan intérieur par une répression très dure contre les militants communistes de la R.A.U.

Les communistes alors se déchaînèrent et ils dénoncèrent sans retenue les crimes de Nasser.

Les textes que l'on trouvera ci-joint sont empruntés à la *Nouvelle Revue Internationale* (N.R.I.), organe officiel du Mouvement communiste international, qui commença à paraître en septembre 1958, quelques mois donc avant le discours du 13 décembre 1958 par lequel Nasser inaugura sa nouvelle politique à l'égard du communisme.

Bien entendu, nous ne prenons pas à notre compte tout ce qu'y trouve affirmé. Il nous semble toutefois qu'à des nuances près, la véracité des faits n'est pas contestable.

EN SYRIE

C'est un certain Wasfi Mindani qui ouvrit le feu, dans une lettre envoyée de Damas à la N.R.I. qui la publia en juin 1959 :

« Les chefs de la République arabe unie ont établi un régime de répression et de terreur en

Syrie et en Égypte ; afin de masquer leur politique antinationale et antidémocratique, ils ont recouru à l'« anticommunisme ». En sapant la solidarité des peuples arabes dans la lutte contre l'impérialisme, en enfreignant la *politique de neutralité positive* et en mettant sous menace l'amitié entre la R.A.U. et le camp des pays socialistes, amitié qui est, comme l'a montré l'expérience, le gage de l'indépendance et de la sécurité des Arabes, le gouvernement du Caire s'isole de plus en plus.

« L'arbitraire des autorités en Syrie atteint des proportions inouïes. Dans la forteresse de Mezzé, non loin de Damas, se trouvent plus de mille prisonniers politiques qui sont loin d'être tous des communistes. Des patriotes d'opinions différentes sont jetés en prison sans inculpation aucune. Parmi eux : militants syndicalistes, paysans, enseignants, avocats, architectes, ingénieurs, écrivains, journalistes, poètes, sans parti. Ils se trouvent dans des conditions inhumaines et subissent de cruelles tortures. La terreur s'abat également sur les paysans. Des dizaines de paysans du village de Machefré (près de la ville de Homs) ont été arrêtés et jetés en prison. On recherche plus de deux cents paysans qui ont fui ce village. Les hommes du Bureau de sécurité nassérien arrêtent comme otages les parents de ces paysans.

« On procède aux arrestations des membres du bloc socialiste, créé il y a deux ans dans la ville de Homs par l'ancien ministre et le député Hanni Sibai. Ont été notamment arrêtés et emprisonnés des membres du bloc socialiste, l'avocat Riad Kalabib et M. Akkache.

« Les répressions n'ont pas épargné les femmes. Le gouvernement de la R.A.U., qui se proclame « défenseur de l'arabisme et de l'Islam », vient d'accomplir des actes sans précédent dans l'histoire arabe et musulmane. Rompant avec les traditions arabes et islamiennes, on arrache des lits les mères et les jeunes filles à demi nues, sous les yeux des enfants et des vieillards, et on les emmène au bagne de Mezzé ».

La relève est prise par un militant de plus grand renom : par *Khaled Bagdache* lui-même, qui, en novembre 1959, publia un long article intitulé : « *Deux conceptions du Mouvement national arabe* ».

L'expression par laquelle commence le court extrait que nous donnons est caractéristique. Quand un communiste parle « *des meilleurs fils du peuple* », ce sont les communistes qu'il désigne :

« Par milliers, *les meilleurs fils du peuple*, démocrates et patriotes, ouvriers, paysans, offi-

ciers, intellectuels, emplissent aujourd'hui les prisons de Syrie et d'Égypte. Les détenus sont traités comme dans un bagne et restent sans jugement (sans compter les 64 patriotes égyptiens qui ont été jugés à huis-clos à Alexandrie, en août-septembre 1959). En Syrie, le recours au juge d'instruction a été supprimé et la police mène elle-même l'instruction.

« On ne peut comparer qu'aux procédés fascistes les injures et les tortures que subissent les détenus : des aiguilles sont enfoncées sous leurs ongles ; les détenus sont déshabillés, puis plongés tour à tour dans l'eau froide et l'eau chaude ; ils sont fouettés jusqu'à en perdre connaissance ; certaines parties de leur corps sont brûlées ; ils sont torturés à l'électricité ; on leur inflige le supplice de la pompe à air ; ils souffrent de la faim ; on les empêche de dormir par la projection de faisceaux lumineux ou par un bruit infernal ; certains sont enterrés jusqu'au cou.

« Nombreux sont ceux qui sont morts de n'avoir pu endurer les tortures : parmi eux, le professeur Saïd Drubi, Muhiedine Falioun et l'étudiant Georges Adass. La police secrète de la R.A.U. a recours à des méthodes de gangsters. En pleine rue de Damas, on a arrêté ce militant d'élite du mouvement de libération arabe, secrétaire du Comité central du Parti communiste libanais, Farjallah Hérou. Mais la police secrète se refusa à reconnaître le fait même de son arrestation. Les tortures auxquelles a été soumis le camarade Hérou et sa conduite courageuse de militant communiste ont bouleversé tout le monde. Dans le Liban et dans les autres pays arabes, une vague de protestation a soulevé l'opinion publique démocratique. Un vaste mouvement pour la libération de Farjallah Hérou a été constitué ».

LE CAS DE F. HÉROU

En août 1959, la *N.R.I.* avait publié une lettre de Nicolas Chaoui, au nom du Comité central du Parti communiste du Liban, annonçant l'arrestation à Damas, par les agents du 2^e Bureau de la région syrienne de la R.A.U., le soir du 25 juin 1959, du camarade Farjallah Hérou, secrétaire du Parti communiste libanais.

En janvier 1960, la *N.R.I.* reviendra longuement sur le cas d'Hérou, à la suite d'une lettre de Charles Haroche, au nom de *France nouvelle*, l'hebdomadaire du P.C.F., qui, dit son rédacteur, « a déjà consacré plusieurs articles à ce dirigeant du P.C. libanais ». En avril de la même année, la *N.R.I.* annonce la constitution à Beyrouth d'un *Comité international de lutte pour la libération de Farjallah Hérou*. En décembre 1960, son cas sera à nouveau évoqué dans un article de Saïd Mahmoud qui commence ainsi :

« Tous ceux qui expriment leur mécontentement de la politique actuelle sont déclarés ennemis du nationalisme arabe et considérés comme « agents de l'impérialisme » et « agents du communisme ». Ils sont privés de leur citoyenneté et licenciés de leur travail... Au cours des deux dernières années, on a arrêté des milliers de personnes en Égypte et en Syrie... »

Voici, selon Saïd Mahmoud, comment fut traité Hérou, baptisé « grand patriote » conformément à la tactique en vigueur depuis 1945 :

« Les fanatiques s'acharnèrent sur Farjallah Hérou, grand patriote libanais, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Liban et homme politique dont le prestige est grand en Syrie.

« Farjallah Hérou fut arrêté dans une rue de Damas le 25 juin 1959. Rien n'arrêta la police, ni l'âge de Farjallah Hérou, ni sa santé précaire, ni le fait qu'il était citoyen d'un Etat étranger. Il est encore impossible de décrire exactement les tortures subies par le camarade Hérou. Il est isolé du peuple et les rumeurs qui courent sur son sort sont contradictoires.

« Un journal du Liban a publié, en février 1960, le récit d'un homme qui a séjourné dans les geôles de la police et qui a été témoin des horribles interrogatoires subis par le camarade Hérou. « Le groupe qui interrogeait Hérou, écrit le journal, était composé de trente hommes qui avaient perdu tout sens moral et qui avaient une grande expérience de « l'art » de mener les interrogatoires. Hérou était complètement déshabillé et on le battait jusqu'à ce que son corps ne soit plus qu'une plaie, puis on l'arrosait d'eau froide, et on recommençait à le battre ». « Malgré la douleur inhumaine, continuait le journal, il répondait aux bourreaux avec mépris et haine. Alors, ils redoublaient de férocité ; ils faisaient passer à travers son corps un courant de 120 volts, répétant cette opération plusieurs dizaines de fois, on raconte qu'un jour on le tortura à l'électricité pendant trois heures sans interruption), puis ils recommençaient à le battre. Cependant ils ne réussirent pas à lui arracher un seul mot. Bientôt, les bourreaux, qui avaient perdu tout aspect humain, lui gonflèrent le ventre et le piétinèrent à coups de botte, provoquant ainsi de nombreuses lésions des organes internes. Les bourreaux ne cessèrent momentanément ces horreurs que quand ils virent qu'elles allaient entraîner trop rapidement la mort de leur victime ». Beaucoup affirment que les tortures de Farjallah Hérou se poursuivent sans arrêt ».

La répression en Syrie est à nouveau dénoncée dans la *N.R.I.* d'août 1961. La protestation est cette fois signée Ahmed Saber.

« Les communistes et les démocrates qui languissent dans les prisons syriennes, notamment au fort de Mezze à Damas, sont actuellement soumis à des tortures encore plus barbares que toutes celles qu'ils enduraient depuis deux ans ». On leur demande de signer une déclaration traînant dans la boue le Parti communiste et protestant de leur loyalisme envers le régime nassérien. « Ceux qui refusent sont frappés sauvagement ; ils ne reçoivent chaque jour qu'un morceau de pain dur et un peu d'eau salée ; on les oblige à rester debout des heures durant sur un seul pied, les bras levés ; on les pend par les pieds ; ils subissent le supplice des épingles ou de l'électricité. »

Cette répression vise à « étouffer le mouvement populaire qui monte en R.A.U. contre le régime existant ». Sa recrudescence va de pair « avec l'échange de messages entre Kennedy et Nasser, l'octroi à la R.A.U. de prêts des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la République fédérale. La terreur a redoublé en Syrie après le rapprochement de Nasser avec le roi Hussein, agent des impérialistes, qui invite le président de la R.A.U. à intensifier la lutte contre le communisme... »

Heureusement que le roi Hussein est là. Sans lui, ce serait évidemment Kennedy qui aurait été accusé d'avoir conseillé à Nasser de recourir à la torture contre les prisonniers.

EN EGYPTE

On a vu plus haut que Khaled Bagdache avait fait allusion à un procès de 64 patriotes (lisez communistes) égyptiens, jugés à huis-clos à Alexandrie en août-septembre 1959.

Farouk Mahmoud, dans la *N.R.I.* de mars 1960, revient sur le sujet :

« A la fin de 1959, le tribunal de la Sécurité d'Etat d'Alexandrie a commencé le procès d'un deuxième groupe de communistes et de démocrates égyptiens dont le nombre s'élève à 48. Ce même tribunal avait, auparavant, envoyé en prison 64 patriotes égyptiens, les condamnant à 10 et 15 ans de détention. Il est composé d'officiers connus pour leur haine de la démocratie et de la liberté. La loi en application de laquelle les communistes et démocrates ont été jugés avait été prise par décret, en 1946, par le roi, mais n'avait pas été adoptée par le Parlement. Presque tous les juristes d'Egypte ont déclaré cette loi illégale ».

Ces communistes sont accusés d'être membres d'une organisation illégale et de mener une activité dirigée contre le régime social existant afin d'assurer l'hégémonie d'une classe sur les autres et d'instaurer la dictature du prolétariat. Farouk Mahmoud proteste contre ces accusations. Elles ne sont pas fondées, assure-t-il, car « *les communistes arabes pensent qu'au cours de la lutte de libération nationale, le coup principal doit être porté aux impérialistes, ils appellent à l'union des forces nationales, à la lutte contre les complots impérialistes, à la défense de l'indépendance nationale, à la sauvegarde de la liberté et de la démocratie* ».

En conséquence, puisque les communistes remettent à plus tard la lutte pour leur objectif propre, on ne doit pas tenir compte de cet objectif là, sinon on affaiblit les peuples arabes.

« *Nasser et les cercles réactionnaires de la bourgeoisie égyptienne apportent, grâce à leurs actes, une aide inestimable aux impérialistes qui rêvent de rétablir leur domination sur le monde arabe et en particulier sur la République arabe unie* ».

Nasser, auxiliaire de l'impérialisme en quelque sorte !

Signalons cet autre passage : « *Une information, diffusée par le Parti communiste d'Egypte..., indique qu'actuellement 21 femmes sont enfermées dans les prisons égyptiennes, où elles sont soumises à de féroces tortures* » : il atteste l'existence d'un Parti communiste d'Egypte dont il est fort rarement question dans les textes.

La *N.R.I.* revient sur la répression en Egypte dans son numéro d'avril 1961. L'article est signée M.O. Nous le donnons en entier, encore qu'il y ait dans le récit de ces horreurs quelque chose de monotone et de fastidieux :

il arrive un moment où la sensibilité ne réagit plus.

LA RÉPRESSION EN RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

« A la fin de 1960, une nouvelle vague d'arrestations s'est abattue sur la République arabe unie. Plus de 200 communistes et démocrates ont été jetés en prison. Le vice-secrétaire du Parti communiste a été arrêté. On traite les emprisonnés comme les esclaves du temps des Pharaons. Des écrivains et des journalistes connus en Egypte comme Mahmoud Amine Al Aleme, Abdel Azim Anis, Ismaïl Sabri, d'éminents dirigeants syndicaux comme Youssef Moudarrek, Mouhammed Ali Amer, Ahmed Taha et des centaines d'autres patriotes sont soumis à des tortures sauvages et placés dans des conditions spécialement conçues pour briser leur volonté et ruiner leur santé.

« Un jour, la police a transféré 80 emprisonnés politiques à la prison l'Al Maharik. Cette prison se trouve dans un désert où la plus grande partie de l'année règne une chaleur épouvantable. Les prisonniers, attachés les uns aux autres par de lourdes chaînes, furent poussés dans un wagon sous les coups de fouet. L'un d'eux, qui essayait d'éviter les coups, tomba sur la voie ferrée entraînant les autres avec lui. Quatre d'entre eux furent grièvement blessés. Néanmoins, ils ne reçurent aucune assistance médicale à la prison d'Al Maharik où ils furent conduits. Le respect envers les femmes est une chose totalement inconnue de la police de Nasser. Une institutrice égyptienne, d'origine grecque, Marie Dobolo, fut condamnée à cinq ans de prison alors qu'elle était enceinte. Les tortures et la sous-alimentation minèrent sa santé et provoquèrent chez elle une grave anémie. Au moment de l'accouchement, les policiers interdirent au médecin de parvenir jusqu'à elle. La seule assistance qu'elle reçut fut celle d'un autre emprisonné, étudiant en médecine. Sans s'occuper de sa santé, on la jeta avec son enfant dans une cellule isolée.

« Du fait de la sous-alimentation et de l'absence de soins, on voit proliférer dans les prisons des maladies comme la tuberculose, le typhus, etc.

« Les données relatives au camp de tortures de Liman Ab Zo'bol fourniront aux lecteurs une idée des prisons de la R.A.U. et des conditions qui sont faites aux emprisonnés. La prison de Liman Ab Zo'bol se trouve à 40 kilomètres du Caire. Elle se compose de six baraquements ayant chacun 40 mètres de longs sur 4 m. 50 de large. Quatre chambres de torture y sont aménagées. Auparavant, cette prison était réservée aux « droits communs ». Le 1^{er} janvier 1959, on a retiré les « droits communs » des baraquements et, tout de suite après, on y a mis des emprisonnés politiques. Ils sont à l'heure actuelle 370, écrivains, éditeurs, avocats, militants syndicaux, journalistes, professeurs, paysans, étudiants, ouvriers.

« L'administration de la prison est constituée par le major Hassan Mounir, les lieutenants Abdul Latif Rushdi, Merjan Ishac, Saïd Mansour, Younes Merhi et le sergent Ahmed Mtaoueh.

« Comment « accueillez-vous » les emprisonnés à Liman Ab Zo'bol ?

« Les camions qui les transportent s'arrêtent à 200 mètres des portes de la prison. On les fait descendre par groupes de quatre et on les oblige à courir en direction du camp, tandis que les

officiers, les soldats et les policiers les frappent. Si l'un des emprisonnés tombe, on le traîne par les pieds. Quand ils sont arrivés, on les force à se déshabiller et on commence à les battre à coups de verge. Ensuite, on les répartit dans les baraquements où les geôliers continuent leurs cruautés. Une fois la répartition terminée (chaque baraquement contient de 60 à 70 hommes), on autorise les prisonniers à mettre un vêtement très léger qui ne les protège pas du froid. Pour dormir, ils ne disposent que d'une paillasse jetée à même l'asphalte des baraquements.

« Les emprisonnés se lèvent à 6 heures du matin et doivent laver les baraquements. A 6 h. 30 commence l'appel. Les officiers et les gardiens passent dans les rangs et distribuent coups de fouet et coups de bâtons. Malheur à celui qui tombe ! Il recevra sur-le-champ vingt coups sur la plante des pieds.

« A 9 heures, on emmène les emprisonnés à une carrière qui se trouve dans les montagnes, à 700 mètres du camp, et où ils doivent extraire et casser les pierres. La route qui mène à la carrière est parsemée de morceaux de verre et de cailloux pointus. Quand ils arrivent, les prisonniers ont leurs pieds nus en sang. A la carrière, ils sont répartis en groupes. Les uns creusent la roche pour placer les charges de dynamite. Les autres taillent d'énormes blocs de pierre et, dans ce travail, se blessent sans arrêt aux mains, aux jambes et au visage. D'autres encore doivent préparer de l'asphalte. Il y a également une brigade de cimentiers occupée à la construction d'un pont long de 250 mètres. Pendant le travail, les emprisonnés doivent courir sous les coups de fouet des gardes à cheval.

« Le travail finit à une heure. Les emprisonnés retournent au camp devant l'entrée duquel recommence l'appel.

« Pour certains emprisonnés, l'administration a inventé les « procédures spéciales », qui sont des tortures particulièrement raffinées.

« Le groupe d'emprisonnés, dans lequel se trouvait Farid Haddad, arriva au camp le 28 novembre 1959. En faisaient partie les avocats Abdalla El Zoghbi et Ahmed Abdel Al, l'ingénieur Saad El Tawil, l'employé Nassim Youssef et l'étudiant en médecine Anwar No'man. On les força à se déshabiller et les officiers Hassan Mounir, Younes Merhi, Merjan Ishac, ainsi que le sergent Ahmed Mtaoueh les battirent à coups de fouet sur la tête, le cou et la poitrine...

« Younes Merhi se chargea de Farid Haddad qui fut, comme les autres emprisonnés, frappé sur la tête jusqu'à ce qu'il perde connaissance. On leur fit reprendre conscience et on répartit tout le groupe dans des casemates de 2 m. 50 sur 2 mètres. C'est dans une de ces casemates que Farid Haddad a passé les derniers instants de sa vie.

« Le groupe dans lequel se trouvait le célèbre journaliste et philosophe Chohdi Attia comprenait 45 hommes. Les tortures féroces auxquelles ils furent soumis causèrent de graves lésions à six d'entre eux dont Jamal Ghali, Mouhammed Abbas Fehmi et Moubarak Fadl. L'officier demanda à Chohdi Attia s'il était communiste, et comme celui-ci répondit qu'il l'était, l'officier ordonna de renforcer les tortures. Chohdi mourut. On rendit à sa famille son corps mutilé par le courant électrique.

« Une fois, l'officier Hassan Mounir a ordonné de punir 20 emprisonnés qui furent placés dans d'étroites casemates de 2 m. 50 sur 2 mètres ; sans couverture ni matelas. Pendant la journée, on les emmenait travailler à la carrière.

Ce supplice dura quatre jours. Parmi ceux qui étaient punis se trouvait Mouhammed Rouchdi Khalil. Dans sa casemate, il contracta une affection pulmonaire. On ne l'a pas soigné et on a continué à le battre régulièrement. Il mourut le 23 juillet 1960 d'une lésion à la tête. On a tué également Mouhammed Osman, Chawki Abdel Rahman, Fauzi Hebache, et Ali Bayoumi. A la fin novembre 1960, c'est Kamal Houssameddine, ouvrier des textiles d'Alexandrie, qui a été assassiné. Les ouvriers Abdel Tawab Jibril et Ali El Dib sont morts de maladie, faute de soins. Les tortures et les meurtres que l'on commet à Liman Ab Zo'bol sont un attentat monstrueux contre les valeurs humaines et morales et une violation des règles les plus élémentaires de la justice.

« Les écrivains, les savants, les dirigeants syndicaux emprisonnés pour raison politique se trouvent dans des conditions plus mauvaises que les prisonniers de droit commun que l'on est obligé de traiter selon les normes définies par le règlement des prisons. Bien loin d'être châtiés, les officiers et les policiers qui tuent les emprisonnés politiques sont récompensés. La direction encourage leurs crimes.

« La majorité des démocrates emprisonnés a combattu héroïquement contre l'impérialisme au moment de l'agression de 1956 et a défendu, les armes à la main, la liberté et l'indépendance de la nation. La lutte du peuple d'Egypte continuera tant qu'ils ne seront pas libérés. Nasser reçoit du monde entier des lettres et des télégrammes exigeant la libération des emprisonnés politiques. Cette grande campagne de solidarité aidera à faire sortir les emprisonnés politiques égyptiens des griffes de leurs bourreaux ».

La lecture de cet article suscita l'indignation d'un instituteur allemand de l'Est, dont la *N.R.I.* publia une lettre ouverte à Nasser en septembre 1961.

Cet instituteur disait bien connaître l'Egypte et son peuple « pour y avoir vécu pendant quatre ans, de 1944 à 1949, comme prisonnier de guerre » et qui « lorsque des officiers égyptiens dirigés par Nasser avaient déclenché l'insurrection, le 23 juillet 1952, et renversé le régime pourri du roi Farouk », avait été un partisan enthousiaste de leur cause.

Mais « les souffrances que doivent endurer des hommes qui ont pris part à la lutte pour la liberté de l'Egypte » inquiètent cet ami du peuple égyptien :

« Le fait même que vous, Monsieur le Président, ayez permis d'interdire le Parti communiste dans votre pays, de même que l'ont fait les autorités de la République fédérale d'Allemagne, ne laissait pas de me préoccuper. Ensuite, lorsque j'ai lu l'article [de la *N.R.I.*, d'avril 1961], j'ai d'abord été découragé, puis indigné. Que faites-vous, M. le Président ? Où entendez-vous conduire la République arabe unie ? Vous n'avez pourtant pu oublier que vous avez été aidé, que vous êtes aidé par des hommes de tous les pays du monde qui sont les frères de ceux que vous torturez. N'était-ce pas la liberté qui constituait le noble but de votre lutte ? Et maintenant votre pays, à peine libéré, se retrouve à nouveau aussi peu libre que ne l'était, par exemple, l'Allemagne jusqu'en 1945.

« ...Les larmes versées par les millions de victimes de la barbarie fasciste ne sont pas encore sèches, mais dans le sud de l'Afrique, dans

l'est de l'Asie et aux Etats-Unis continuent à se dérouler des scènes que les hommes voudraient oublier à jamais. Les larmes coulent de nouveau et elles coulent aussi dans votre pays...

« M. Gamal Abdel Nasser, vous avez contribué à chasser votre dernier pharaon, un tyran et un parasite. Vous ne devez pas avoir pour but de devenir à votre tour un nouveau pharaon bourgeois... ».

L'Egypte figure à nouveau à la rubrique *contre la répression* au numéro de février 1963 de la *N.R.I.* — où l'auteur de la note, Ali Ahmad, ajoute à la dénonciation des tortures, une protestation contre le fait « *que des réactionnaires continuent d'occuper des postes élevés dans la presse, les universités et même l'appareil administratif et que les autorités égyptiennes tolèrent la publication et la diffusion répondant aux intérêts des milieux impérialistes, voire pro-fascistes* ».

Ce qui prouve que ce bon communiste réclame la liberté pour ceux de sa secte, non pour les autres.

Le numéro de juin 1963 publie une très longue lettre de communistes égyptiens emprisonnés à l'Oasis d'Al Karija.

En voici quelques passages :

« Des centaines de communistes et de démocrates se trouvent actuellement exilés à l'oasis d'Al Karija. Ils furent transférés ici de divers autres camps de concentration et prisons d'Egypte, tels que le camp de torture et de mort de Liman Abu Zo'bol, le vieux camp de concentration Citadel, celui d'Al-Fayum (où l'on gardait, pendant la deuxième guerre mondiale, les prisonniers de guerre, les grands criminels et les trafiquants de drogue), et aussi des prisons du Barrage, d'Assiout, de Tanta, etc. Des centaines d'autres démocrates languissent encore à la prison du Barrage et au camp d'Al-Fayum. Voici quatre ans que dure cette cruelle campagne d'arrestations massives de communistes, à la suite desquelles des milliers et des milliers d'innocents furent jetés dans les camps de concentration.

« En novembre 1959, près de 700 de ces communistes et démocrates furent transférés de divers lieux d'internement au camp de la mort, tristement célèbre, de Liman Abu Zo'bol, où ils furent soumis aux plus cruelles tortures :

nu-pieds, sans vêtements, privés de sommeil et de repos, ils devaient casser des roches et transporter de gros blocs de pierre; à l'heure des repas, ils étaient sauvagement battus. Mais le procédé le plus terrible d'assassinat était la plus complète privation de soins médicaux durant de longs mois de tortures, qui allait jusqu'au refus de panser les blessures, de soigner les maladies graves telles que la fièvre typhoïde, la malaria ou la méningite.

« Lorsque ces faits concernant la vie des prisonniers politiques dans ce sinistre camp furent connus de l'opinion publique, les détenus communistes et démocrates — médecins, ingénieurs, juristes, professeurs, syndicalistes, ouvriers et paysans — furent transférés à demi-morts, nu-pieds, sales et en haillons, jusqu'à Al Karija, où ils rejoignirent des centaines d'autres prisonniers amenés de divers camps et prisons.

« Le camp de concentration d'Al Karija est situé au cœur même du désert, à 200 kilomètres de la ville la plus proche. Il est approvisionné par un seul point d'eau dont le débit va toujours en s'affaiblissant. Le camp est constitué de trois baraques de pierre, rappelant des tombeaux, sans aucun aménagement, semblables à celles des camps de concentration où les nazis enfermèrent des milliers de démocrates et de communistes pendant la deuxième guerre mondiale. Les prisonniers vivent à douze ou quatorze dans de petites pièces dont la surface ne dépasse pas vingt-cinq mètres carrés. Chaque pièce est pourvue de deux fenêtres étroites garnies d'épais barreaux, d'une boîte de fer avec de l'eau potable et d'une autre pour les besoins naturels. Depuis quatre ans, les détenus dorment sur le même matelas sale, sans rien pour se protéger du froid. Ils portent l'uniforme des détenus égyptiens, aujourd'hui en loques. Les pièces n'ont aucun moyen de chauffage. En été, la chaleur torride attire des multitudes de mouches, punaises, poux et autres vermines. Autour de la prison rampent les scorpions et les serpents venimeux du désert... ».

Ainsi se termine — mais c'est sur une espèce de bouquet de feu d'artifice — la série des articles de la *N.R.I.* dénonçant les crimes de Nasser.

A partir de 1963, la tactique adoptée impose l'oubli des tortures infligées par ordre de Nasser aux « meilleurs fils du peuple égyptien ».

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 100 F. pour un an ou à 130 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Les raisons de la modération de la C.G.T.

LES discours de Georges Séguy se suivent, mais ils ne se ressemblent pas. Ils ne se ressemblent pas, mais, sous des apparences diverses, le fond reste le même. Entre les propos qu'il tint, le 13 septembre 1969, devant les militants cégéto-communistes de la région parisienne, dans la grande salle du Palais de la Mutualité, et ceux que les mêmes militants ont entendus de sa bouche, dans la même salle, le 19 septembre 1970, il y a apparemment un abîme, et les commentateurs, s'ils n'avaient été retenus par le souvenir de déceptions, pour certains amères, se seraient volontiers écriés : Séguy a changé, la C.G.T. a changé, les communistes ont changé.

En vérité, il n'y a là que de la tactique : le Bureau politique avait dicté, l'an dernier, au secrétaire général de la C.G.T., qui est un de ses membres, un discours volontairement provocateur. Sa politique aujourd'hui est autre et, toujours sur son ordre, la C.G.T. et son secrétaire général ouvrent l'année sociale sur un ton plus bas, un mode plus paisible.

LA TACTIQUE DE 1969

On n'a oublié ni les défis que Georges Séguy lançait l'an dernier au gouvernement, ni les circonstances qui amenèrent le Bureau politique à imposer à la C.G.T. cette « ligne dure » (1).

Le climat social et politique était alors incertain et trouble. L'élection présidentielle et les vacances avaient fait oublier pendant quelques mois les menaces révolutionnaires qui pesaient depuis mai 1968 sur la société française. Nul ne savait si c'était là une trêve ou un apaisement véritable, et, oublieux que des phénomènes du genre de ceux de mai 1968 ne se reproduisent pratiquement jamais à très courte distance, bien des responsables de la vie politique, économique et syndicale s'attendaient, sinon au pire, du moins à un mouvement de grèves assez impétueux et assez vaste pour poser de graves problèmes.

Les communistes partageaient l'opinion commune, et leur premier souci était assurément d'être prêts à toute éventualité et, si l'on peut dire, à devancer l'éventualité révolutionnaire : ils tenaient à n'être pas surpris cette fois-ci par l'événement, comme ils l'avaient été en mai 1968.

LE DANGER GAUCHISTE

Un second souci s'ajoutait à celui-là, tout aussi déterminant et peut-être plus. Ce souci

leur venait de la *présence des gauchistes*, et il offrait un double aspect.

D'une part, les communistes craignaient que les gauchistes ne parviennent à déclencher des grèves apparemment sauvages, et ils le craignaient à juste titre, puisque ces concurrents inattendus avaient déjà donné des preuves de leur savoir-faire et devaient en donner quelques autres encore. Aussi, tout en s'appliquant à expulser ou à faire expulser les gauchistes des syndicats et des entreprises, ou, tout au moins, à les y neutraliser, ils se préparaient à faire face à d'éventuels mouvements d'origine gauchiste en les traitant selon leur tactique, on pourrait dire leur thérapeutique habituelle : quand un mouvement dont l'impulsion ne vient pas du parti risque d'entraîner une part de la clientèle du parti, celui-ci évite de heurter de front le mouvement (sauf s'il est vraiment impossible de faire autrement). Il cherche au contraire à en prendre la direction, à le « coiffer », comme on dit dans le jargon communiste, et pour cela les deux moyens employés concurremment consistent à prendre aux meneurs du mouvement leur « plateforme », c'est-à-dire leur programme, leurs mots d'ordre, et à étendre le mouvement afin que la majorité des masses qui s'y trouveront mêlées à la suite de cet élargissement débordent l'emprise des meneurs initiaux, échappe à leur contrôle, comme on dit aujourd'hui, alors qu'elle sera solidement encadrée par les organisations communistes, lesquelles, devenues ainsi majoritaires, finiront bien par mener le mouvement là où le parti jugera utile qu'il aille.

OUVRIR DES PERSPECTIVES

Pour préparer cette manœuvre, le parti et la C.G.T. qu'il dirige devaient donc tenir des propos révolutionnaires, justifiant d'avance d'éventuelles fuites en avant : tel était le premier aspect de leur réaction contre le gauchisme. Le second aspect de cette réaction visait à détruire l'effet de l'action et de la propagande gauchistes, non plus sur les masses extérieures, mais sur les militants du parti eux-mêmes.

L'échec de la révolution de mai, et l'incertitude dont le parti avait fait montre durant ces moments qui paraissaient propices à la conquête du pouvoir, les élections législatives de 1968, l'élection présidentielle avaient porté un coup sensible, dans l'esprit des militants, à la conception de l'accession au pouvoir par « la voie parlementaire » et même par « la voie pacifique ». Les dirigeants du P.C.F., au moins depuis 1965, soutenaient l'idée que le parti accéderait au pouvoir grâce à une alliance avec la gauche non-communiste. Or, cette gauche non-communiste ne présentait plus qu'un amas de ruines. Elle n'avait plus

(1) Voir *Est et Ouest*, n° 432, 1^{er}-15 octobre 1969 : « Le discours de Séguy et la politique du Parti communiste français » (Cl. Harmel).

ni hommes, ni idées, ni organisation. Elle n'exerçait plus aucune attraction électorale. Compter sur elle pour parvenir au pouvoir, c'était se condamner à piétiner indéfiniment sur place. La voie pacifique apparaissait comme une impasse, l'avenir semblait bouché, et bien des militants se demandaient si les gauchistes n'avaient pas raison en prônant les méthodes révolutionnaires que naguère encore le parti pratiquait (et nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir adhéré au parti parce qu'il pratiquait ces méthodes-là).

Waldeck Rochet avait réagi, dès la fin de 1968, en élargissant la définition de la « voie pacifique » : mai 1968, avait-il dit, présentait un bon exemple de ce que pouvait être cette voie pacifique, le pouvoir s'effondrant devant un mouvement de masse d'une ampleur gigantesque et les communistes se trouvant parmi ses héritiers naturels, sans insurrection ni guerre civile.

Georges Séguy fut chargé de rendre lui aussi aux militants la confiance et le courage en leur ouvrant des « perspectives », comme on dit dans le parti. Avec toute l'autorité qui s'attache à ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T., il devait dire aux militants que le nouvel effort qu'on allait leur demander porterait bientôt ses fruits.

D'où ses propos provocants, savamment calculés, sur le « septennat qui pourrait bien être de courte durée », sur la « vulnérabilité du pouvoir », sur l'action entreprise par la C.G.T. qui allait « user davantage » le dit pouvoir, enfin sur la possibilité de « connaître à nouveau, à plus ou moins brève échéance, une situation propice à l'alternative démocratique » (2).

Ainsi, l'occasion manquée en mai 1968 avait toutes les chances de se présenter à nouveau : il s'agissait cette fois d'être prêt.

MANQUE D'ALLANT DU P.C.

Ces considérations expliquent déjà en partie pourquoi les choses ne sont pas allées très loin, pourquoi l'agitation sociale — inaugurée par la grève des agents de conduite de la S.N.C.F. — s'est assez rapidement effilochée, si l'on peut dire, sans avoir pris l'ampleur attendue : les communistes, en effet, n'avaient pas l'intention arrêtée de pousser l'affaire à fond. Un nouveau « mai 1968 » les

(2) Voici le texte intégral de ce passage du discours de Séguy :

« Le pouvoir est sorti affaibli de l'épreuve de mai et juin 1968. Il est aux prises avec de sérieuses difficultés dues aux contradictions dont il est accablé dans le domaine économique à l'intérieur et à l'extérieur. Sa majorité se lézarde de plus en plus. L'anémie politique caractérise le début d'un septennat qui pourrait bien être de courte durée. Les affirmations ronflantes ne changent rien à la vulnérabilité de ce pouvoir. L'action que nous entreprenons va l'user davantage : nous pouvons, à plus ou moins brève échéance, connaître à nouveau une situation propice à l'alternative démocratique. Il n'est pas trop tôt pour en définir les conditions ».

aurait trouvés à peu près aussi mal préparés que le précédent à assurer « l'alternative démocratique », peut-être même plus mal encore — car l'union de la gauche, condition aux yeux des dirigeants communistes de leur arrivée au gouvernement même en cas d'effondrement total du pouvoir, paraissait, en septembre 1969, encore plus lointaine et plus problématique qu'en mai 1968. On se contenterait donc, au P.C.F., de ne pas se laisser déborder et de profiter de l'effervescence sociale pour discréditer un peu plus le pouvoir et rendre courage aux militants, rien de plus.

Ce manque de perspective à court terme, qui constituait comme un frein intérieur, n'a pas été le seul élément modérateur. D'autres freins ont joué, et des forces allant en sens contraire de l'offensive communiste.

Au nombre des freins, il faut, au premier rang, placer la situation économique et sociale : l'élan de la production, qui a permis une hausse appréciable et continue des salaires réels, le mouvement inflationniste qui a provoqué une croissance spectaculaire des salaires nominaux, croissance factice, mais qui fait impression malgré tout, enfin, phénomène déjà signalé, mais sur lequel il faut revenir, encore qu'il soit malaisé à définir, cette espèce d'acalmie qui suit toujours les grandes explosions sociales.

Le calme ne revient jamais tout de suite, mais l'agitation qui suit n'est plus faite que de soubresauts. Une fois le paroxysme dépassé, on ne retrouvera plus avant des années un tel niveau de la passion collective. On dirait que cette espèce de pile qu'est le corps social s'est tout à coup déchargée, dans une explosion de révolte, de l'électricité accumulée en elle au cours des années, et il faudra des années pour que la pile se recharge à nouveau.

RAFFERMISSEMENT DU POUVOIR

Les échecs électoraux de la gauche ou, plus exactement, les succès de la majorité et du pouvoir ont contribué eux aussi à cette détente.

D'une part, bien qu'il n'y ait pas, et de beaucoup s'en faut, identité, cohésion, cohérence logique entre l'attitude politique des individus et leur comportement social, il est des moments où la contradiction devient insupportable entre celui-ci et celle-là, où ceux qui ont mis dans l'urne un bulletin favorable au gouvernement, à sa politique générale, et, pour tout dire, à l'ordre, éprouvent une difficulté extrême à prendre part dans leur entreprise, à plus forte raison dans la rue, à des actions dont ils sentent qu'elles sont au moins gênantes pour ce gouvernement et cet ordre, vraisemblablement même dirigées en partie ou en totalité contre eux.

Or, il y a plus de gens qu'on ne le croit à voter pour les partis de droite et du centre, non seulement dans les usines, mais même dans cette partie de la population usinière qui

suit les mots d'ordre de F.O. et de la C.F.T.C., bien sûr, mais aussi ceux de la C.F.D.T. et même de la C.G.T.

D'autre part, l'indéniable raffermissement du pouvoir (effet en premier lieu de ces deux grandes consultations électorales dont beaucoup des plus fermes soutiens des institutions présentes n'attendaient pas autant) a exercé, comme toujours, un effet apaisant, pacificateur, avant tout parce qu'il a rassuré.

Quand le pouvoir apparaît plus fort, les chances des révolutionnaires diminuent et, même si les militants ne perdent pas courage, il leur est plus difficile de remuer les masses, la peur de la répression s'ajoutant au peu de foi dans la victoire.

Ce n'est là toutefois qu'un aspect secondaire. Il faut regarder plus au fond pour trouver l'essentiel.

Contrairement à une croyance que l'école républicaine (à laquelle, par ailleurs, nous devons tant et dont la dégradation présente désole tous ceux qui se souviennent de ce qu'elle fut et de ce qu'elle fit), contrairement donc à la croyance que cette école républicaine a, hélas ! trop répandue, les peuples ne se révoltent pas quand le despotisme pèse sur eux, mais bien souvent contre des gouvernements débonnaires et, si paradoxal que cela puisse paraître, il arrive que révoltes, émeutes, insurrections soient le châtement dont les peuples se servent (sans, bien entendu, savoir ce qu'ils font) contre les gouvernements qui ne les gouvernent pas assez ou de trop loin, par qui ils ne se sentent pas gouvernés, et l'espèce d'abandon dans lequel, à tort ou à raison, ils ont l'impression de se trouver fait naître en eux une sourde inquiétude, un effroi confus qu'un rien parfois peut changer en panique. La façon dont, par l'élection présidentielle, la succession du général De Gaulle et la continuité du pouvoir ont été assurées le plus normalement du monde, démentant maintes appréhensions assurément légitimes, a rassuré tout le monde, même les opposants, et, du coup, tant le « politique » a d'effet sur le « social », le climat s'en est trouvé détendu ; le penchant à la révolte protestataire s'est adouci, estompé. Bref, révolutionnaires et agitateurs de toutes intentions et de tout acabit n'ont plus trouvé devant eux des masses aussi aisément mobilisables.

CONTRE-OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Enfin, l'offensive que Georges Séguy avait annoncée à grands sons de trompe s'est heurtée — on pourrait presque dire pour la première fois, tant le fait est rare — à une contre-offensive gouvernementale. Plus exactement, elle s'est heurtée à une offensive gouvernementale conçue indépendamment d'elle et qui a pris à tort l'apparence d'une contre-offensive.

En proposant ce qu'on a appelé (d'une expression peu explicite et que personne ne s'est soucié d'éclairer) « *des contrats de progrès* » dans la fonction publique et les entre-

prises nationales, le gouvernement a pris à contre-pied ceux des syndicats qui lançaient une campagne d'agitation et de grèves. Au lieu de se trouver en présence de revendications syndicales auxquelles il était sommé de répondre, il a, renversant la situation, fait aux syndicats des propositions d'une ampleur et d'une originalité suffisantes pour qu'ils ne puissent passer outre. Il leur a fallu répondre.

Si de tels contrats exauçaient les vœux des responsables de F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.C., ils mettaient dans une situation très fautive tous les révolutionnaires, les archéo ou paléo-révolutionnaires de la C.G.T. comme les néophytes en révolution de la C.F.D.T. Il leur fallait répondre à ces propositions et, s'ils ne voulaient pas décevoir une large partie de leur clientèle, la plus large, et démasquer à ses yeux leurs intentions véritables et leur véritable nature, ils ne pouvaient pas répondre seulement par un refus.

Ainsi, pour une fois, ce n'était pas l'interlocuteur gouvernemental qui était réduit à la défensive, mais ceux de ses interlocuteurs syndicaux qui préfèrent les affrontements violents aux négociations pacifiques.

Un moment surpris, les dirigeants de la C.G.T. se sont rapidement ressaisis et, dans un secteur qu'ils connaissent admirablement et où ils disposent de forces nombreuses, à l'Electricité et au Gaz de France, ils se sont livrés à une contre-attaque fort habile qui leur a permis de sauver la face et même de ralentir, voire d'arrêter au moins provisoirement la négociation et la signature de contrats nouveaux.

Toutefois, l'élan était donné et, dans le secteur privé, les négociations entreprises à la fin de 1967, interrompues une première fois par les événements de mai 1968, une seconde fois par le référendum et l'élection présidentielle, reprenaient de plus belle à l'incitation de ce qui se passait dans le secteur public, et les derniers mois de l'année sociale 1969-1970, mai, juin et juillet, voyaient une véritable cascade d'accords, de conventions, de contrats qui, tous intéressants en eux-mêmes, offraient de plus l'avantage (pour les communistes, le désagrément) de valoriser des méthodes et des idées que les cégéto-communistes ont toujours combattues, ou qu'ils n'ont admises et pratiquées, sous la pression indirecte de leur clientèle, qu'en essayant de les vider de leur contenu : la négociation, la « politique de la présence », la croyance en la possibilité d'un accommodement des intérêts entre les différents partenaires sociaux, croyance qui en implique une autre, la croyance en l'existence d'intérêts communs supérieurs aux intérêts antagonistes, ou, si l'on veut, plus vastes qu'eux.

CHANGEMENT DE TACTIQUE

Ainsi donc, même si l'on ne peut pas parler de défaite, même si le parti communiste dispose toujours avec la C.G.T. d'une organisation de masse au prestige et aux forces matérielles inentamés, le Parti communiste

et son principal satellite ont subi un échec. Ils n'ont pas, en tout cas, réussi entièrement dans ce qu'ils avaient entrepris et, pour une large part, on est en droit d'attribuer à cette non-réussite, à ce demi-échec, l'adoption d'une tactique très différente pour la rentrée sociale par le Parti communiste et par la C.G.T.

Ce changement de tactique saute aux yeux, et il serait superflu de procéder à une longue analyse pour le mettre en évidence.

Deux détails y suffiront.

Très complaisamment interviewé par les journalistes sociaux du *Monde*, Georges Séguy faisait savoir par leur entremise, le 29 août, que la C.G.T. voulait « *persévérer dans une action syndicale fondée sur la négociation* », et le mot « *persévérer* » est tellement inattendu, stupéfiant même par l'aplomb avec lequel le secrétaire général de la C.G.T. ose avancer une contre-vérité si flagrante qu'on se demande un moment si ce n'est pas dans une intention ironique que les deux journalistes ont fait de cette affirmation le titre de leur article en première page sur deux colonnes. Voilà donc la C.G.T. acquise à la négociation. Second trait révélateur, le programme d'action immédiate qu'ont élaboré et publié en commun les deux confédérations les plus contestataires, la C.G.T. et la C.F.D.T., ne contient aucun article, ou presque, ayant un caractère explosif. A peu près tout ce qui s'y trouve ne sort pas de la banalité et même ne demande pour paraître réalisable et sensé que très peu de choses, l'étalement de son application dans le temps.

On a même eu la surprise de constater que la C.G.T. renonçait à ce que le secrétaire général de F.O., André Bergeron, a appelé (pour la rejeter) la « *globalisation* » des revendications, l'examen de l'ensemble des revendications en une conférence au sommet, réunissant les représentants du gouvernement, du C.N.P.F. et des organisations de salariés.

On avait parlé à ce sujet d'un « *Grenelle à froid* » (par allusion au « *Grenelle à chaud* » de mai 1968) et les dirigeants de la C.G.T. avaient laissé dire. Or, une telle réunion prendrait inévitablement un caractère politique (ainsi que la tentative faite en mars 1969 en a apporté la preuve superfétatoire). C'est la politique générale du pays qui, de proche en proche, se trouverait mise en cause, et que le gouvernement serait ainsi conduit à soumettre à la discussion et à l'approbation ou à la désapprobation d'interlocuteurs qui, ni en fait ni en droit, n'ont qualité pour en connaître.

Aussi les « *syndicaux purs* », comme on disait au début du siècle, ont-ils repoussé cette formule, et la C.G.T. s'est soudainement alignée sur leur position, sans gêne apparente.

LUTTE CONTRE LA FISCALITÉ

Bien entendu, les communistes ne renoncent pas pour autant à faire jouer un rôle politique à l'organisation syndicale.

On le voit bien à l'importance que la C.G.T. donne — pour la première fois — aux problèmes de la *fiscalité*, dans l'espoir évident de mobiliser de larges masses de protestataires contre le gouvernement accusé d'accabler le peuple d'impôts (et ce sont, quelle audace ! des gens qui ne cessent de demander davantage aux finances publiques qui reprennent à leur compte l'accusation traditionnelle !).

« *Nous tenons à déclarer que le débat parlementaire ne passera pas sans qu'une initiative d'action nationale pour une réforme démocratique de la fiscalité soit arrêtée* », a affirmé Séguy dans son discours, mais cette action ne sera vraisemblablement pas poussée au-delà des habituelles délégations de militants communistes au Parlement lors de la discussion du budget, les dirigeants de la C.F.D.T. n'ayant pas accepté de prêter la main à une opération dont le Parti communiste est seul en situation de récolter les fruits.

VOCATION POLITIQUE RÉAFFIRMÉE

Autre manifestation de la permanence de cette volonté d'utiliser politiquement la C.G.T. : sans hausser le ton, Séguy a rappelé, comme allant de soi, que la C.G.T. « *ne confinait pas son action dans des limites étroitement économiques et revendicatives* », qu'elle « *figurait parmi les forces d'opposition à la politique et au système en vigueur* » et parce qu'il a énoncé cela comme une banalité — c'est bien connu, a-t-il dit — cette assertion a passé, (l'ignorance générale des questions syndicales aidant) sans soulever la moindre indignation, pas même de la surprise, personne ne pensant un moment que cette déclaration était contraire et aux statuts de l'organisation au nom de laquelle Séguy prétendait parler, et aux lois qui donnent à la C.G.T. une existence licite.

Séguy a donc pu enchaîner en proposant l'aide de la C.G.T. pour la réalisation du grand projet communiste de l'union de la gauche, c'est-à-dire de l'alliance du P.C.F. et de la gauche : « *Pour notre part* », a-t-il dit, « *sans sortir des limites de nos responsabilités syndicales et en réaffirmant que ce qui nous intéresse est avant tout le contenu de l'union de la gauche et les perspectives concrètes de démocratie et de progrès qu'elle peut offrir aux travailleurs, nous sommes prêts à user de tout notre poids et de toute notre autorité au service du succès d'une initiative politique de la gauche unie* ».

Sur un mode tout différent, ce qu'il a dit là reprenait exactement ce qu'il avait dit l'année précédente, quand il déclarait qu'il n'était pas trop tôt pour définir les conditions de l'alternative démocratique. Seulement, en septembre 1969, Séguy, sciemment, volontairement parlait en provocateur. L'esprit de la manœuvre était autre en septembre 1970 et Séguy avait ordre de jouer les conciliateurs.

IMPÉRATIF POLITIQUE

Outre les raisons qui tiennent, si l'on peut dire, à la nature du terrain, au climat social peu propice à ce que Pouget, jadis, appelait « la gymnastique révolutionnaire », d'autres considérations expliquent la modération de la C.G.T. Après tout, la situation sociale, l'état psychologique des masses qu'il s'agit de mobiliser ne constituent jamais l'élément principal des décisions prises. Certes, les communistes savent qu'on ne peut provoquer n'importe quand et n'importe où un mouvement de masse de quelque importance. Il faut utiliser pour l'amplifier un mouvement spontané, ou du moins provoqué avec suffisamment de discrétion pour qu'il ait la vertu de propagande, de contagion d'un mouvement spontané. La « grève presse-bouton », si l'on peut dire, est peu fréquente et connaît rarement une grande ampleur et une longue durée.

Toutefois, quand des intérêts supérieurs l'exigeaient, les communistes en fonction dans la C.G.T. n'ont jamais hésité à lancer des actions qui ne pouvaient avoir aucun succès, parce qu'elles allaient vraiment trop à contre-courant de l'opinion ouvrière. Aujourd'hui, depuis la mort de Thorez, la direction du P.C. n'engage plus aussi aisément la C.G.T. dans des combats perdus d'avance, ou, pour employer la formule dont on use à cette occasion dans le langage familier, elle ne l'envoie plus aussi facilement à l'abattoir. Peut-être faut-il voir là un effet, non seulement de la plus grande souplesse dont témoigne désormais dans ses façons de faire l'ensemble du mouvement communiste international, mais aussi de l'absence, au Bureau politique du P.C., d'une personnalité capable d'imposer à tous l'exécution des directives les plus stupides. Devant Thorez, Frachon filait doux. Devant Rochet et devant Marchais, Frachon et Séguy n'hésitent sans doute pas à faire valoir qu'on leur demande l'impossible. On peut cependant tenir pour certain que si les intérêts supérieurs du parti et du mouvement communiste international l'exigeaient, Frachon et Séguy essaieraient de mettre en œuvre les consignes reçues, même si l'échec leur paraissait certain. Ce serait leur faire injure que d'en douter, que de douter de leur soumission inconditionnelle aux directives du parti.

Aucun cas de conscience de ce genre ne se pose à eux aujourd'hui, puisqu'ils ont ordre au contraire de caresser la bête — le lion populaire! — dans le sens du poil.

UNE GRANDE OPÉRATION INTERNATIONALE

Le Parti communiste de l'Union soviétique, le mouvement communiste international, le Parti communiste français ont, dans le moment présent, déposé les armes et revêtu la toge — ou du moins caché les armes sous la toge.

En France, pour commencer par la raison

la moins décisive, le parti prépare les élections municipales, et il ne peut guère trouver des alliés pour former ses listes et élargir sa clientèle électorale que s'il paraît avoir abandonné ses ambitions révolutionnaires.

Les Soviétiques ont donné à nouveau à « la lutte des classes sur le plan international » l'aspect de la coexistence pacifique, le visage de la détente. Tout baigne dans l'euphorie de la bonne entente et de la bonne volonté. Le chancelier Brandt est revenu de Moscou avec une « belle et bonne alliance » — le bon billet qu'a La Châtre! —, le Président de la République française fait à son tour le voyage de Moscou; la proposition d'une conférence européenne sur la sécurité collective paraît avoir un peu plus de chances d'aboutir : ce n'est manifestement pas le moment de troubler la fête ou ses préparatifs. De proche en proche, le rameau d'olivier est passé des mains de Leonid Brejnev à celles de Georges Séguy.

Au plan intermédiaire, la C.G.T. est mêlée à une opération du même type qui lui impose une certaine modération. Le Conseil central des syndicats polonais a proposé, au courant de l'été, la réunion d'une conférence européenne des syndicats à laquelle seraient conviées toutes les confédérations syndicales nationales, quelle que soit leur affiliation internationale, à la F.S.M. (la Fédération syndicale mondiale, dont le siège est à Prague), à la C.I.S.L. (la Confédération internationale des syndicats libres, dont la Fédération américaine du travail vient de se retirer pour ne pas paraître approuver son glissement vers la coopération avec les syndicats soviétiques), à la C.M.T. (la Confédération mondiale du travail, nom nouveau que s'est donné, en 1968, l'ancienne Confédération internationale des syndicats chrétiens).

Les dirigeants de la C.G.T. se sont attelés à la réalisation de cette conférence qui permettrait aux communistes d'étendre ou de commencer à étendre leur emprise sur la majeure partie du mouvement syndical occidental, lequel leur échappe jusqu'à présent, et qui leur fournirait en outre l'occasion de se venger de la C.G.T.-F.O. et de ses responsables pour qui ils n'ont cessé d'éprouver un profond ressentiment (et le mot est faible).

Sans doute, Séguy se vantait-il quelque peu, quand, toujours dans son discours du 19 septembre, il assurait que « si rien ne changeait du côté de F.O. », le jour ne serait pas loin « où la C.G.T. aurait des rapports normaux avec toutes les organisations syndicales d'Europe affiliées à la C.I.S.L., sauf avec F.O. ».

Autant qu'on sache, les contacts que la C.G.T. a réussi à établir avec les syndicats britanniques, allemands et belges ne se situent encore qu'à des échelons intermédiaires, au niveau de certaines fédérations. Les directions confédérales du T.U.C., de la F.G.T.B. et de la D.G.B. ne sont pas toujours encore prêtes (sauf erreur) à un rapprochement avec

le Bureau confédéral de la C.G.T., — ce que viennent de faire en Italie l'U.I.L., dans une certaine mesure, et surtout la C.I.S.L., toutes deux affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres (au mépris de la solidarité qu'elles ont en quelque sorte promise ou jurée à la C.G.T.-F.O. en acceptant la discipline de la confédération internationale). Mais Séguy et ses collègues ont le droit de juger, d'après les résultats déjà obtenus, qu'ils sont dans la bonne voie, que le succès est de moins en moins problématique, et ils ne sont certainement pas mécontents de ne

pas être obligés de s'engager en France dans une offensive sociale de type révolutionnaire qui risquerait de diminuer leurs chances de réussite sur le plan européen (3).

C'est surtout quand ils font des cadeaux qu'il faut craindre les communistes.

Claude HARMEL.

(3) Voir à ce sujet dans *Est et Ouest*, n° 448, 1^{er}-15 juin 1970, l'article intitulé : « La Confédération internationale des Syndicats libres (C.I.S.L.) et la tentation de l'unité d'action avec les communistes ».

La presse communiste en Allemagne Fédérale

DEPUIS que le gouvernement fédéral a décidé de ne pas mettre d'entraves au fonctionnement régulier d'un parti communiste qui ne serait plus celui qui a été interdit, à savoir le K.P.D., parallèlement à la reconstitution du D.K.P. (1) un certain nombre de publications ont vu le jour. Toutes fort bien faites. Par des journalistes de métier. Sont-elles lues ? C'est là une question à laquelle il serait fort difficile de répondre. Probablement car le nombre de communistes en Allemagne fédérale est certainement bien plus grand qu'on pourrait le penser. Depuis que le D.K.P. fonctionne normalement et « démocratiquement » un certain nombre de communistes, jusque là camouflés dans les rangs des syndicats, les D.G.B., sont sortis de la clandestinité et ne se gênent plus pour lire et étaler au grand jour la presse de leur parti.

Mais à part les ventes, toute la presse communiste allemande est subventionnée, plus ou moins directement. Cela va d'abonnements pour des firmes ou organismes établis en Allemagne de l'Est (et Dieu sait s'ils sont nombreux) à la publicité pour les établissements industriels de la République démocratique allemande.

Voici la liste des publications communistes paraissant en République fédérale allemande :

Unsere Zeit (Notre Temps) hebdomadaire. Appelé « Journal socialiste du peuple ». Chef rédacteur : Gerhard Deumlich. 43 - Essen. Hoffnungsstr. 18. Cet hebdomadaire dispose de bureaux régionaux à Hambourg, Kiel, Bremen, Hanovre, Duisbourg, Francfort, Mayence, Sarrebruck, Stuttgart, Nuremberg et Munich.

Deutsche Kommunistische Partei (D.K.P. Informationen). C'est là, en quelque sorte, le

bulletin de presse officiel du D.K.P. La parution est irrégulière. Son rédacteur en chef est Georg Polikeit, à Düsseldorf.

Bonner Korrespondenz. (Correspondance de Bonn). L'éditeur est un militant communiste, connu, Anton Preckel, qui fut, pendant un long temps, correspondant de l'*Humanité* à Bonn. C'est un bulletin de presse officieux du D.K.P., encore que Preckel soit davantage K.P.D. Le bulletin paraît deux fois par mois.

Etan. C'est un magazine pour les jeunes. Son orientation va vers le D.K.P., mais aussi vers la Fédération démocratique des jeunes. Mensuel. Il est dirigé par un Comité de rédaction composé d'un prêtre, Willi Heintzeler, et de trois laïques, Bernhard Jendrejewski, Rolf Jürgen Priemer et Karl Heinz Schröder qui est secrétaire d'une section du D.K.P.

Marxistische Blätter für Probleme der Gesellschaft, Wirtschaft und Politik. (Feuilles marxistes sur les problèmes de la société, de l'économie et de la politique. L'éditeur en est la société Aug. Bebel et la responsable de l'édition est Marianne Roth à Francfort. Cette revue est en liaison avec l'institut pour les études marxistes, dirigé par le professeur docteur Joseph Schleifstein à Francfort. Et les deux organismes publient un bulletin d'informations ainsi qu'un *Marxismus-Digest*, trimestriel.

Die Tat (Le Fait). Hebdomadaire du Mouvement allemand des Résistants. Car, en Allemagne fédérale, le Mouvement résistant est entièrement dans les mains des communistes. Le rédacteur en chef de « *Die Tat* » est un communiste, Emil Carlebach. 6 - Francfort. Schumannstrasse. 56.

Stimme des Widerstandes. (Voix de la Résistance) voir plus haut. Rédacteur en chef Max Oppenheimer. Francfort.

V.V.N. Informationen. C'est là un bulle-

(1) D.K.P. Deutsche Kommunistische Partei. Voir *Est et Ouest*, n° 452.

tin d'informations publié par le Mouvement des Résistants. Voir plus haut.

Neue Kritik. Trimestriel. Francfort. Wilhelm Hauffstrasse. 5. C'est une revue crypto-communiste.

Nachrichten. (Nouvelles). Mensuel édité par un groupe de syndicalistes des D.G.B. membres du D.K.P. et du K.P.D. Paraît : Francfort. Friedberger Landstrasse. 307. Dirigé par Joseph Ledwohn, communiste, Heinz Seeger, ancien socialiste, passé au D.K.P. et Heinz Lukrawka. Son rédacteur en chef est le docteur W. Petschok.

Neue Kommentare. (Nouveau Commentaire). Paraît tous les deux mois. Dirigé par le communiste Georg Herde. Cette publication

s'attache surtout à attaquer le N.P.D. et les autres mouvements d'inspiration plus ou moins pro-hitlérienne.

Tendenzen. (Tendances). Bimestriel. C'est une revue pour les artistes engagés. Traite de l'art et de la philosophie, à la lumière du marxisme le plus orthodoxe. Dirigé par un sympathisant communiste docteur R. Hiepe.

Bien entendu, dans cette liste nous sommes abstenus de faire figurer toute la presse d'inspiration maoïste et autres publications gauchistes comme « *Rote Blätter* » (Feuilles rouges) — *Rotes Forum* (Forum Rouge) — *Rebell* — *Roter Morgen* (Matin Rouge) — *Rote-Press Korrespondenz* (Correspondance, de presse Rouge) — etc...

Comment le parti communiste chilien a gagné aux élections présidentielles

Après la défaite de Salvador Allende en 1958, le Parti communiste chilien changea de stratégie pour aborder dans de meilleures conditions la campagne présidentielle de 1964. Le triomphe de Fidel Castro à Cuba, en janvier 1959, fut un véritable stimulant. Au début, le P.C. cubain ne figurait pas parmi les forces castristes de Cuba et les communistes latino-américains n'approuvaient pas Castro. Mais, quand Castro déclara qu'il était et avait toujours été « marxiste-léniniste », le P.C. chilien, suivant en cela les ordres de Moscou, commença à prendre le chemin de La Havane avec ses compagnons de route du Parti socialiste.

LES DEMOCRATES CHRETIENS ET LES MARXISTES

Allende fut à nouveau battu en 1964, mais les démocrates commencèrent à s'inquiéter du danger socialo-communiste, à cause du nombre des voix recueillies par le candidat qu'avait soutenu le P.C., à cause aussi du travail de pénétration et de noyautage que poursuivait ce parti. Le gouvernement démocrate chrétien ne partageait pas cette inquiétude. Il s'imaginait qu'il contraindrait l'extrême-gauche à lui apporter son appui pour la réalisation de certains points du programme présidentiel qui figuraient aussi dans le programme du Front d'action populaire : la réforme agraire, la réforme de l'enseignement, la nationalisation des mines de cuivre, la construction de logements populaires. Mais le gouvernement n'obtint cet appui que pour la réforme agraire.

Cependant, la politique du gouvernement

provoquait des mécontentements au sein du Parti démocrate-chrétien.

Une opposition interne s'y forma, dirigée par des sénateurs comme : MM. Gumucio et Jerez et par le vice-président de l'Institut du développement de la Culture et de l'Élevage (I.N.D.A.P.), M. Jacques Chonchol. Moins extrémiste, une autre fraction, appelée « troisième force » se manifesta, dirigée par le député Luis Maira et le sénateur Benjamin Prado, Radomiro Tomic lui-même sympathisa avec l'aile gauchisante du Parti. Celle-ci, après un Congrès national où elle fut battue, se sépara du parti et forma le *Mouvement d'action populaire unie (M.A.P.U.)* qui s'intégra postérieurement à l'Union populaire des partis de gauche, dont Allende devint le candidat.

A l'occasion de l'élection présidentielle de 1970, le M.A.P.U. présenta Jacques Chonchol comme pré-candidat présidentiel, avec les résultats que l'on connaît. Ceux de la « troisième force » restèrent dans le Parti démocrate-chrétien, mais demeurèrent partisans d'une coopération avec les partis de l'Union populaire. A présent, ils seront les meilleurs interlocuteurs pour obtenir un vote favorable des congressistes D.C. pour S. Allende lors de la session du 24 octobre prochain (1).

LA TECHNIQUE DE L'INFILTRATION DES COMMUNISTES CHILIENS

La méthode qui a permis au P.C. et à ses alliés d'obtenir une majorité relative de 1,4

(1) G. Albertini — « L'élection présidentielle au Chili » *Est & Ouest* 16-30-9-1970.

pour cent aux élections présidentielles du 4 septembre dernier, réside pour l'essentiel dans le noyautage systématique des institutions et mouvements démocratiques.

1. — *Les Partis* : Les communistes s'infiltrèrent dans le Parti socialiste et profitèrent des frictions entre Allende et Raul Ampuero pour provoquer la scission qui donna naissance à deux partis socialistes, le Parti socialiste populaire et le Parti socialiste du Chili.

Une habile manœuvre leur permit de pénétrer dans l'ancien parti radical. Ils y provoquèrent également une scission. Et c'est à leur noyautage qu'il faut attribuer pour une part les divisions au sein de la démocratie chrétienne et la constitution du M.A.P.U.

2. — Le P.C. réussit également à pénétrer dans presque toutes les Universités chiliennes, les plus touchées étant : l'Université du Chili, les Universités catholiques de Santiago et Valparaiso, l'Université du Nord, l'Université de Concepcion, l'Université Technique de l'Etat, l'Université Australe et l'Université Sainte-Marie de Valparaiso. Dans toutes, il fit nommer des professeurs marxistes ou plaça du personnel marxiste non connu comme tel. Dans certaines universités, les recteurs eux-mêmes sont des communistes déclarés. Grâce à des élections bien préparées, le P.C. réussit à conquérir la direction de quelques fédérations d'étudiants, après quoi, il lui fut facile d'entraîner les étudiants à participer aux grèves, à former des brigades, ainsi, sous prétexte de lutter pour la « réforme universitaire » ou pour une « université pour tous », ils provoquèrent de graves incidents publics.

L'Université du Chili après huit ans d'une direction démocrate-chrétienne, fut conquise par le P.C. en 1969, qui réussit à faire élire par la Fédération des Etudiants du Chili (F.E.CH.) Alejandro Rojas comme président, un communiste militant, qui prit une part active à des meetings de l'Union populaire et à des occupations illégales de terres privées ou appartenant à l'Etat.

L'Université catholique de Valparaiso vit elle aussi, le remplacement d'un étudiant démocrate-chrétien par un « mapucista » (M.A.P.U.), Jaime Esponda. Seule, l'Université catholique de Santiago réussit à rester hors de l'emprise marxiste grâce à l'élection d'Herman Larrain, de la Fédération des Etudiants de l'Université Catholique du Chili, malgré les attaques que cet étudiant dut supporter et supporte actuellement d'éléments d'une « gauche universitaire » formée à l'Université Catholique même.

La réforme universitaire encouragée par le programme de la D.C. a remarquablement servi la cause de la pénétration du P.C. dans les diverses universités. Il existe des cas incroyables, par exemple à l'Université de Concepcion, où des éléments du Mouvement de la Gauche révolutionnaire (M.I.R.), une espèce de Front de Libération national bolivien, sont parvenus à contraindre des professeurs démo-

crates-chrétiens nommés là en 1964, à quitter l'Université sous la pression révolutionnaire. Malheureusement, la gauche universitaire (professeurs et étudiants) a toujours pu disposer de bourses en provenance d'organisations universitaires internationales occidentales et les a toujours octroyées à ses partisans.

3. — *L'organisme appelé par le gouvernement démocrate-chrétien « Promotion Populaire »*, créé en application du programme présidentiel de ce gouvernement, pour élever la situation sociale et économique des citoyens pauvres, pour construire des logements à bon marché et créer des Centres pour les mères, pour améliorer la condition des femmes, fut profondément noyauté par le P.C. On a pu le constater lors de l'élection présidentielle : Allende surpassa amplement le candidat démocrate-chrétien Tomic dans les circonscriptions ouvrières et les centres de mères. Il est arrivé que le candidat de droite, Alessandri, obtienne dans diverses régions ouvrières un plus grand nombre de voix que le candidat du P.D.C.

4. — *Les municipalités*, surtout dans les zones industrielles, furent conquises par le Parti communiste et le Parti socialiste dont on connaît le pouvoir électoral à Arica, Antofagasta, Atacama, Coquimbo, Valparaiso et Concepcion. Cette dernière ville le démontre particulièrement. La majorité des dirigeants syndicaux du personnel des diverses municipalités également fut gagnée par les marxistes, qu'ils soient communistes ou socialistes. Seuls quelques uns appartiennent encore au Parti démocrate-chrétien ou à un autre Parti démocratique.

5. — *La grande lutte de la réforme agraire faite par le Parti démocrate-chrétien* a été remarquablement utilisée par l'extrême-gauche puisque les masses paysannes, qu'on supposait être la grande réserve électorale de Tomic (il le disait dans ses réunions et discours) provoquèrent une nette victoire communiste, et comme on peut le voir avec le grand nombre de voix obtenues par Allende dans les provinces agricoles du pays qui étaient supposées favorables à Tomic, Colchagua, Curico, Maule, Nuble et Bio Bio. Alessandri fut le seul à obtenir un triomphe dans un certain nombre d'entre elles, comme : Cautin, Malleco et Osorno. Tomic fut battu dans toutes les circonscriptions de la campagne, sans aucune exception.

6. — *Les forces armées* (armée et carabiniers), jouissent d'un grand prestige au Chili. On n'y connaît ni désertions ni pénétration marxiste. Cependant, après la protestation d'un général devant certaines déficiences dénoncées par les officiers de divers régiments de la province (protestation faite par le régiment motorisé Tacna de Santiago), on a remarqué un malaise dans les forces armées, à l'exception de l'aviation et de la marine.

Dernièrement, on a appris qu'un jeune officier de carabiniers était mort en luttant

pour les forces du F.L.N. de Bolivie. Mais ce fait est demeuré isolé. On a seulement pu regretter que des armes appartenant à l'armée aient été retrouvées lors des diverses perquisitions effectuées dans des locaux clandestins du M.I.R., organisme de grande activité révolutionnaire dont le principal objectif est de voler, par des attaques-surprises, de l'argent à des banques ou des bureaux de Santiago ou Valparaiso.

7. — *Le P.C. a travaillé également pour pénétrer le pouvoir judiciaire, la presse non-marxiste, l'éducation, la police et les divers ministères de l'actuel gouvernement.*

8. — *L'Eglise a été également l'objet d'un long et intense travail d'infiltration qui s'est exercé principalement sur divers organismes de la gauche catholique. Les principaux sont : la Jeune Eglise, le Mouvement ouvrier d'action catholique, la Jeunesse ouvrière catholique, la Jeunesse étudiante catholique et la Jeunesse universitaire catholique. On n'a pas signalé, comme en 1964, le Mouvement catholique allendiste, qui fut très discuté à ce moment-là. La plus grande partie des protestations des organismes cités ci-dessus défendirent la candidature de Salvador Allende.*

Dans *Iglesia Joven* (Jeune Eglise) du 12 septembre 1970, on pouvait lire :

« A travers d'immenses actions inscrites dans l'Evangile, à la fidélité et au service du peuple, le mouvement Jeune Eglise apporte sa caution. Depuis la prise de la cathédrale de Santiago, qui fut le premier geste et le signe de ceux qui aspirent à une Eglise qui soit près du peuple et de son combat ». « Nous saluons la victoire forgée par l'unité du peuple le 4 septembre. Nous remettons notre adhésion sincère au gouvernement le plus authentiquement populaire de notre histoire après une victoire légitime et démocratique des forces populaires ».

Les autres mouvements cités ci-dessus déclarèrent dans la presse de Santiago à la même occasion :

1. — *« Notre solidarité avec la décision actuelle du peuple exprimée dans le récent acte électoral, qui manifeste le désir d'un changement radical des structures politiques, économiques, sociales et culturelles de notre société.*

2. — *A la suite des essais de la majorité de ne pas reconnaître cette décision, à travers l'ambiance de confusion créée dans le pays, nous dénonçons :*

a) *les actions anti-nationales des chefs d'entreprise et des capitalistes,*

b) *l'attentat contre les intérêts du pays par suite de la fuite des capitaux et des techniciens,*

c) *la confusion créée par les moyens de communication qui désorientent et troublent le peuple,*

d) *les déclarations de certains hommes politiques qui basèrent leurs campagnes électorales sur la démagogie et la basse politique et qui utilisent aujourd'hui les mêmes méthodes pour défendre leurs intérêts et privilèges.*

« Devant le triomphe des travailleurs à travers la candidature de l'Unité populaire, en la personne de Salvador Allende, nous lançons un appel aux travailleurs, paysans et étudiants pour que nous dépassions les différences idéologiques et pré-électorales, faisons face à la construction d'une nouvelle société à laquelle nous ayons toutes les possibilités de participer ». « En tant que mouvements apostoliques faisant partie de l'Eglise, signe du Christ libérateur dans l'Histoire et dont la mission est de servir l'homme, nous nous engageons à continuer à travailler pour que le processus de changement indiqué par la majorité signifie une libération authentique dans laquelle soient respectées les valeurs de l'Evangile ».

Signataires : *Mouvement ouvrier d'action catholique, Jeunesse ouvrière catholique et Jeunesse universitaire catholique.* La majorité des organismes catholiques ouvriers sont affiliés à la *Confédération Latino-Américaine des Syndicats chrétiens (C.L.A.S.C.)* affiliée à la *C.M.T. (ex. C.I.S.C.)* dont le siège est à *Bruxelles (Belgique).*

L'Eglise a participé également à l'édition d'un grand nombre de journaux et de revues, rompant avec l'ancienne position conservatrice, ce qui fut très utilisé par l'extrême-gauche. Certains prêtres ouvriers et des religieuses participèrent aux prises illégales de terres avec des groupes de tendance nettement révolutionnaire (membres du M.I.R.).

9. — *Les milieux artistiques* offrirent un terrain d'élection pour le travail du Parti communiste. Artistes de la radio, du théâtre, de la télévision, peintres aussi, furent séduits par des prix, des bourses ainsi que par la participation à divers concours à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La musique et les chansons contestataires furent un véritable cheval de Troie dans les chaînes de radio et de télévision ; certains organismes du gouvernement comme *l'Institut de Développement de la Culture et de l'Elevage (I.N.D.A.P.)* financèrent des programmes établis par des artistes communistes, ces derniers chantant dans ces programmes du gouvernement les louanges de Che Guevara et de la révolution latino-américaine.

Le Parti communiste put compter sur divers organismes légaux et clandestins pour battre les candidats présidentiels Tomic et Alessandri : ce sont : les divers Comités de l'Unité populaire, les unités de bases, des revues et journaux étrangers, les livres et revues cubaines notamment, les instituts soviéto-chiliens, cubano-chiliens et sino-chiliens de culture, les diverses ambassades marxistes et leurs nombreux fonctionnaires, l'imprime-

rie de « *Horizon* » propriété du Parti communiste, diverses entreprises de caractère commercial et social, la *Confédération unique des travailleurs chiliens* (C.U.C.H.) qui est et sera un véritable département syndical national du P.C. Le P.C. eut finalement un grand allié qui jamais ne lui manqua, c'est-à-dire l'esprit démocratique du gouvernement du président Frei, lequel croyant toujours en la correction du Parti communiste, lui donna toujours de grandes facilités de pénétration dans les secteurs de l'éducation, de la réforme agraire et des moyens de diffusion, radio et télévision.

Maintenant, après la victoire d'Allende, il est difficile de prévoir l'avenir démocratique du Chili. Pour les prochaines élections : administratives de mars 1971, législatives et enfin présidentielles de 1976, les citoyens majeurs de 18 ans voteront (actuellement on vote à 21 ans). Il est probable qu'elles reflèteront l'importance de la pénétration marxiste dans l'éducation secondaire et dans l'Université. On verra si les partisans d'Allende ont tenu leurs promesses de respect des valeurs essentielles, des libertés individuelles, de l'autonomie universitaire, de la liberté d'expression et du pluralisme des partis, faites par l'Union populaire aux démocrates-chrétiens afin d'obtenir leurs voix au Congrès d'octobre. C'est peu probable, Allende a annoncé en effet qu'il ne laissait qu'une seule chambre où les marxistes seraient favorisés ; le programme d'Allende dit : « *Une nouvelle Constitution politique consacrera l'incorporation massive du peuple au pouvoir. On créera une organisation de l'Etat structurée au niveau national, régional et local dont l'Assemblée du peuple sera l'organe supérieur du pouvoir. L'Assemblée du peuple sera la chambre unique qui exprimera sur le plan national la souveraineté populaire. En elle se réuniront et se manifesteront les divers courants d'opinion* ». Cette déclaration de type totalitaire démontre que les promesses de respect de la démocratie que veulent obtenir les démocrates-chrétiens de la part des communistes et de Salvador Allende, en compensation de leur soutien, n'ont guère de chance d'être prises en considération par l'Union po-

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

pulaire dont le programme dit qu'elle ne veut pas respecter les institutions fondamentales du pays.

LUIS M. PAZ GIMENO.

★
★★

P.S. — Depuis que cet article a été écrit par notre correspondant, la situation au Chili s'est considérablement détériorée. Notre confrère, *Les informations politiques et sociales*, dans son numéro du 23 septembre 1970, sous le titre « *Vers un coup de Prague au Chili* », a fait le point de cette situation qui, d'ailleurs, s'est encore aggravée depuis que l'article a été écrit. Mais telle quelle l'information de notre confrère met l'accent sur l'essentiel, et c'est la raison pour laquelle nous croyons utile de la reproduire intégralement.

« La situation politique au Chili s'aggrave dangereusement. Les communistes et leurs alliés sont en train de monter un mécanisme qui doit leur assurer la quasi-totalité du pouvoir au lendemain du 24 octobre, si le Parlement désigne, comme président de la République leur candidat Salvador Allende. Mieux même, ils agissent de telle sorte que les opposants à cette désignation ne puissent pas manifester librement leur opposition. En d'autres termes, sous les yeux indifférents du monde, qui ne comprend rien à ce qui se prépare, le Chili est en train de devenir ce qu'est devenue la Tchécoslovaquie en 1948. Il y a eu en Europe le coup de Prague de sinistre mémoire. On est en train de préparer le coup de Santiago.

« Pour parvenir à leurs fins, les communistes et leurs alliés ont déclenché une campagne de terrorisme intellectuel et d'intimidation de larges secteurs de la classe politique et économique. Ils ont compris qu'ils devaient d'abord s'assurer le contrôle de la presse, de la radio et de la télévision. Ils ont obtenu déjà des résultats substantiels en mêlant la menace et les promesses, en utilisant les pressions des syndicats de la presse et d'ailleurs, en constituant des groupes de travailleurs soi-disant chargés de faire respecter les volontés du peuple. Nous, Français, avons connu les débuts de cela en mai 1968 quand une censure insidieuse gagnait peu à peu la presse, la radio, la télévision, ne laissant passer que les nouvelles favorables aux émeutiers.

« Des résultats considérables ont déjà été atteints. Des équipes spécialisées de membres du Parti sont à l'œuvre. La peur commence à s'emparer de nombreux Chiliens. L'intimidation a son succès habituel. Les compromis s'élaborent où la démocratie-chrétienne montre un irréalisme incroyable et une faiblesse alarmante. Allende peut être élu dans un pays où la liberté de la presse sera pratiquement déjà détruite. On sait assez où cela conduit.

« La question est de savoir si l'opinion mondiale pourra être alertée et si, revenant à lui, le Chili saura échapper au communisme. Il a trente jours pour se sauver. »

Panorama tchécoslovaque :

Des congratulations initiales de Brejnev à l'auto-satisfaction actuelle de Husak

SELON le petit Larousse, féliciter quelqu'un c'est le complimenter sur un succès ou sur un évènement heureux ; et le complimenter, c'est lui adresser des compliments, des éloges. Comme chacun sait, le synonyme de féliciter et de complimenter, c'est congratuler. Lorsque, sur proposition d'Alexander Dubcek, son prédécesseur immédiat au poste de premier secrétaire du P.C.T., le Dr Gustav Husak accéda, le 17 avril 1969, au pouvoir suprême dans son pays, il reçut du camarade Brejnev un message de félicitations particulièrement élogieux. Dans ce télégramme, Husak était qualifié de « combattant énergique qui lutte sans relâche pour la consolidation du rôle dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque et pour la consolidation des positions du socialisme en Tchécoslovaquie », de « dirigeant clairvoyant qui s'en tient fermement aux principes du marxisme-socialisme, de l'internationalisme prolétarien et de l'amitié indestructible entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique et les autres pays socialistes frères ».

Avec le recul du temps, on se rend compte avec quel art les mots avaient été pesés : chaque compliment était un avertissement au nouveau chef du Parti, de s'en tenir strictement aux règles immuables et aux dogmes qui les justifient. La route était toute tracée devant le récipiendaire, la hiérarchie et l'urgence des tâches à lui confiées clairement indiquées, à commencer par le rétablissement du rôle dirigeant du P.C., premier article du catéchisme communiste et pierre de touche d'un chef de parti véritable.

Depuis son avènement, dix-huit mois se sont écoulés. Aujourd'hui, dans l'aréopage des dirigeants du camp socialiste, Gustav Husak — titulaire depuis un an de l'ordre de Lénine — parle d'égal à égal avec Gomulka ou un Ulbricht, même si, tout comme le leader polonais et le vieux chef est-allemand, il s'incline toujours devant les décisions de ses pairs soviétiques. Son état de services est exemplaire. Un seul fait suffit pour le démontrer. Tandis que le premier anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie s'était soldé par d'imposantes manifestations de tout un peuple, le deuxième anniversaire de l'invasion — le 21 août 1970 — est passé à Prague et à Bratislava pratiquement inaperçu, une journée ordinaire, un jour quelconque du calendrier.

Lorsqu'ils sont à court de copie, la plu-

part des journalistes occidentaux tantôt spéculent sur le degré de résignation des Tchèques et des Slovaques, tantôt supputent les dangers qui menaceraient Husak du fait des « ultras », lesquels tiendraient son sort entre leurs mains. Telle est en gros, à part les informations de fait, la tonalité des articles, dans la presse française ou des commentaires à la radio et à la télévision au sujet de la Tchécoslovaquie.

Il n'y a aucune raison de croire que les histoires qu'on nous raconte soient fondées. Le peuple tchécoslovaque est-il résigné ? On peut aussi bien l'affirmer qu'émettre l'opinion contraire : personne n'en sait rien. En revanche, il est incontestable qu'en tant que nation aussi bien qu'en tant qu'individus, Tchèques et Slovaques sont muselés, réduits au silence, anesthésiés, et qu'effectivement, il se taisent, ne serait-ce que parce qu'ils ne peuvent parler ou parce qu'ils ont peur de s'exprimer même devant leurs proches. Quant à la carrière future de Husak, ce n'est pas à Prague mais à Moscou qu'il en sera décidé. Rien ne permet de penser que les Soviétiques soient mécontents de la ligne politique ni des mesures prises par le nouveau premier secrétaire du Parti.

ESPRIT DE SUITE ET ESPRIT JURIDIQUE

Le bilan au moins provisoire — il est dans la tradition du système communiste de considérer tout bilan comme provisoire — de l'action menée par Husak depuis le printemps... 1969, fait apparaître trois lignes de force qui reflètent la conception que Husak se fait de son rôle.

Husak a pris au pied de la lettre les cinq commandements que Brejnev lui avait rappelés sous la forme de congratulations publiques lors de son accession aux responsabilités suprêmes. Sur le plan intérieur, son premier et constant souci fut de rétablir le « rôle dirigeant » du parti, et il l'interpréta dans le sens d'une vaste épuration du P.C.T. à tous les niveaux et de la suppression de toute discussion au sein des diffusions des voyages à l'étranger, la reprise de la rents organes du Parti. Par « consolidation des positions du socialisme en Tchécoslovaquie », Husak entendait la mise au pas de toutes les organisations professionnelles, syn-

dicats, mouvements de jeunesse, unions des écrivains, organismes étudiants, etc. Le retour sans équivoque aux « principes du marxisme-socialisme » ne pouvait, bien évidemment, signifier que le rétablissement de la censure, la suppression des libertés publiques, l'interdiction des voyages à l'étranger, la reprise de la propagande idéologique, la mise à l'écart de tous les récalcitrants. Les deux dernières têtes de chapitre du programme Brejnev furent exécutées tout aussi ponctuellement. Dans le domaine des relations internationales, la Tchécoslovaquie s'est purement et simplement alignée sur les positions soviétiques, qu'il s'agisse du Vietnam, du Cambodge, du Proche-Orient (et, tout dernièrement des *fedayin*), ou de l'Allemagne de Willy Brandt ou encore de la Chine de Mao. Quant à « l'amitié indestructible » entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. prônée par Moscou, elle est constamment rappelée et réaffirmée dans tous les discours officiels, mais elle est aussi et surtout l'objet d'une série d'accords de coopération soviéto-tchécoslovaque de caractères militaire, politique et économique.

Au service de cette orthodoxie exemplaire, Husak a su déployer un esprit de méthode tout à fait remarquable. Non pas un zèle de néophyte, ni un enthousiasme débordant, dont est incapable cet homme de 57 ans qui en a trop vu depuis qu'il a, au début des années trente, commencé à militer à l'union des étudiants communistes avant d'entrer au P.C.T. Depuis dix-huit mois, les mesures édictées par Husak se sont succédées systématiquement, pas à pas, en une progression linéaire constante, avec une régularité d'horloge. C'est ici qu'apparaît le mieux le trait personnel de Husak, ce qui le différencie, par exemple, d'un Gomulka ou d'un Kadar lesquels, pour réprimer l'esprit de révolte des Polonais et des Hongrois et pour rétablir un régime communiste orthodoxe, avaient naguère procédé d'une toute autre manière. Au grand tour de vis initial accompagné de quelques gestes et de quelques menaces spectaculaires et seulement plus tard suivi par de prudentes mesures d'une libéralisation limitée, Husak a préféré la méthode inverse, plus conforme à son tempérament, plus conforme aussi aux conditions existant en Tchécoslovaquie, de tours de vis successifs jusqu'à ce que l'état se soit complètement resserré. Ce résultat peut être considéré aujourd'hui comme acquis.

A l'accomplissement de sa tâche, ou, selon ses paroles, de son devoir de dirigeant communiste, Husak a apporté une autre touche personnelle. De ses études de droit, il a conservé un esprit juridique pointilleux qu'il met, au service du parti, de l'idéologie, du système. Il a demandé, au besoin exigé, et en tous cas obtenu que tous les organes du pouvoir en Tchécoslovaquie : Parti communiste, Gouvernement, Parlement, Front national, Académie des sciences se déjugent les uns après les autres et annulent expressément toute prise de position, toute résolution, toute réglementation adoptées au temps de Dubcek non conformes à l'un ou l'autre des prin-

cipes cardinaux du catéchisme brejnevien ou contraires à l'amitié envers l'Union soviétique. De la même manière, toutes les mesures nouvelles que, faute de mieux, on appelle réstalinisation, introduites par Husak, ont fait l'objet d'un arrêté, d'une loi, d'une disposition juridique clairement énoncés. D'ailleurs, jamais Husak ne se permet le moindre excès de langage, comme certains de ses trop zélés partisans. Tout chez lui est précis, couché en termes de droit (communiste), toute fantaisie verbale est bannie. C'est en Tchécoslovaquie où règne présentement le communisme le plus strict que fleurit le moins le jargon idéologique bien connu par ailleurs : internationalisme prolétarien, partis frères, patrie du socialisme, etc. Le résultat est une sorte de désacralisation, non pas du communisme, mais du langage communiste. Désormais, tout est sobre, tout est fonctionnel, tout est gris, d'une grisaille de novembre, d'un dépouillement qui n'est pas sans ressembler aux arbres après la chute des feuilles à l'automne. Budapest, Varsovie, Moscou même paraissent comme des villes de lumière en comparaison de Prague et Bratislava, que le lecteur peut le mieux imaginer sous les traits mi-noirâtres mi-charbon brun du pinceau d'un Bernard Buffet. Et la vie quotidienne des Tchèques et des Slovaques est à cette image.

UN PARTI PLÉTHORIQUE, ENCOMBRÉ DE NON-PRATIQUANTS

Au moment de l'invasion par l'U.R.S.S. d'une Tchécoslovaquie de 14,5 millions d'habitants, le P.C.T. comptait un million six cents mille membres, soit, en gros, un adulte sur six. C'était, évidemment, un chiffre considérable, à tel point énorme que l'une des premières consignes de Brejnev fut de réduire ce nombre de plus de moitié.

Restée pratiquement lettre morte pendant toute la période de Dubcek, cette recommandation fut renouvelée à Husak qui, lui, s'est empressé de la mettre en application. Pour mener à bien une opération aussi vaste, il choisit une double tactique. D'une part, il fallait, selon lui, exclure des organes dirigeants tous les « éléments qui ont abandonné les positions du marxisme-léninisme, qui ont compromis le Parti au cours de la période cruciale et qui, depuis lors, n'ont fait aucun effort pour renoncer à leurs errements graves ni aucun effort pour aider le Parti dans une situation difficile ». D'autre part, il fallait entreprendre une épuration massive à la base, par le moyen d'un échange des cartes d'adhérent, autrement dit par une procédure qui équivalait à la réadmission individuelle des seuls membres restés « fidèles au programme du Parti ».

Sur le premier point, des résultats tangibles et rapides furent obtenus. Longue est la liste des épurés de marque qui, en quelques

charrettes successives, furent exclus qui du Praesidium ou du Comité central et du secrétariat, qui du gouvernement ou du parlement. Quant aux méthodes employées, elles n'avaient rien d'original. Moins de six mois après sa démission du poste de premier secrétaire, Dubcek, parlant devant le C.C., constatait avec tristesse : « *L'atmosphère d'un match de catch commence à régner à nouveau dans la vie du Parti* ».

Le second point du programme s'est avéré d'une réalisation plus difficile. Le 25 novembre 1969, Husak annonçait au C.C. que « *le Praesidium du C.C. du P.C.T. préparait pour la session du Comité central prévue pour la fin de l'année, des projets de mesures en vue d'organiser le remplacement des cartes d'adhérent qui devait avoir lieu déjà l'année dernière* ». L'opération avait donc échoué une première fois, les échelons intermédiaires et les cellules de base ayant, semble-t-il, opposé une résistance passive, mais efficace à l'opération projetée. Husak devait, implicitement, le confirmer quelques mois plus tard. Rendant compte au C.C. de ses activités, il révélait qu'à la date du 29 janvier 1970, le Parti comptait encore 1,5 million de membres. L'écart par rapport au maximum du mois d'août 1968 était négligeable : 100.000 adhérents en moins ; mais l'écart par rapport à l'objectif de Brejnev, qui était de ramener les effectifs à 700.000 ou 750.000, restait énorme.

Le processus d'épuration finit tout de même par être mis en route et, depuis quelques mois, il s'est considérablement accéléré, sans que nous sachions au juste où en sont les effectifs du Parti à l'heure actuelle. Des purges sont en cours sur une vaste échelle et il est très probable que lorsque l'opération arrivera à son terme, la cure d'amaigrissement aura fait tomber le nombre des membres à moins d'un million.

On peut se demander si un tel objectif, proche de ce que désire Moscou, est suffisant pour régénérer le Parti et pour ramener ses adhérents dans le droit chemin. Plusieurs indices permettent d'en douter. A la réunion du C.C. du 25 septembre 1969, il fut révélé que 16 % à peine des membres du Parti participaient aux réunions, chiffre confirmé par Dubcek dans son intervention. Rapportée à l'effectif total, cette proportion signifiait, en clair, que moins de 240.000 membres accomplissaient le devoir élémentaire de se rendre aux réunions.

A la fin de janvier 1970, Husak, sans toutefois citer aucun chiffre, devait à son tour se faire l'écho de ces manquements à la discipline, en déclarant : « *Des chiffres et des faits nous parviennent et nous informent de la façon dont se réunissent les organisations du Parti, combien d'entre elles ne se réunissent pas du tout, combien de membres ne prennent aucune part aux réunions des organisations du Parti, qui y participe, comment on y discute des diverses questions — tout cela montre que la situation est loin d'être satis-*

faisante ». Plus loin dans le même discours, Husak constatait la large désaffection des membres à l'égard des journaux du Parti : « *A ce sujet, j'aimerais dire quelques mots au sujet de la presse. Il était naguère de tradition dans notre Parti qu'un adhérent achète et lise la presse du Parti. Il est vrai que les gens, de nos jours, écoutent la radio et la télévision. Mais c'est vraiment peu pour un communiste* ».

Un autre indice qui ne trompe pas, nous est fourni par le *Rudé Pravo* qui a révélé, en juin 1969, que « *la base ne paie pas ses cotisations au Parti* ». L'organe du P.C.T. a cité à cet égard des chiffres précis. Si, en 1967, 5,3 % des cellules et organisations de base étaient débitrices, la proportion a atteint 14,5 % en 1968, pour s'élever à 21,3 % au cours des quatre premiers mois de 1969.

LA PASSIVITÉ DES ORGANES RÉGIONAUX ET LOCAUX

Sur une proposition de Husak, le Comité central a voté, dès le 26 septembre 1969, une délégation de pouvoirs au Praesidium autorisant ce dernier « *à décider, en tant que de besoin, des changements de cadres dans les organes du Parti, de l'Etat et dans les organisations de masse* ». Simultanément, le C.C. décidait d'exclure de ses rangs 29 de ses membres — sur une centaine au total — d'en rétrograder 6 autres, et de révoquer Dubcek à la fois du Praesidium et de la présidence du parlement. Par cet ensemble de mesures, Husak espérait, selon son propre aveu, que la manière forte dont il venait d'être usé aux échelons supérieurs, « *servirait d'exemple aux comités régionaux, de district et municipaux, pour qu'ils adoptent une attitude identique* », car, disait-il encore, « *il est nécessaire d'examiner l'appareil du Parti depuis le centre jusqu'en bas* ».

Le pôle de résistance principal, s'opposant à la nouvelle politique des cadres de Husak, s'est en effet situé dès le départ et se situe encore aujourd'hui, au niveau des organisations intermédiaires, régionales et locales, qu'à l'origine, Husak voulait déborder par le mouvement en tenailles de l'épuration par le haut et de la purge par les cellules de base.

Après neuf mois d'effort, Husak a dû avoir recours à des menaces :

« *Nous comprenons les difficultés qu'ont éprouvées les comités régionaux et de district du Parti. Ils se formaient, ils s'épuraient. Plusieurs postes étaient occupés par des camarades nouvellement promus. Il fallait aussi prendre du recul et replacer les problèmes dans une perspective et une politique d'ensemble, puis définir les orientations. Nous comprenons donc ces difficultés. Mais comment ne pas voir aujourd'hui qu'au total et en moyenne, les défauts qui marquent le travail des organisations de base du Parti sont tels qu'il est impossible de garder le silence à leur sujet... Nous avons eu plus que de la pa-*

tience, nous avons fait preuve de beaucoup de compréhension, mais à présent nous devons, comme cela est normal, demander des comptes aux camarades responsables des districts et des régions — partout où le travail politique ne se fait pas, partout où les tâches essentielles ne sont pas remplies ».

Et de rappeler un certain nombre de tâches prioritaires : rétablissement de la discipline, centralisme démocratique, endoctrinement idéologique, contrôle politique rigoureux.

LA FRONDE DES SYNDICATS OUVRIERS

Tout au long des dix-huit mois de pouvoir, Husak a administré la preuve à la fois de sa lucidité et de sa ténacité. Lucide, il l'a été dès le premier moment. Déjà lors de la passation des pouvoirs qu'il recevait des mains de Dubcek, il devait affirmer que « jamais depuis la scission du Parti en 1929, il n'y avait eu une crise aussi profonde dans le Parti communiste ».

Et d'enchaîner : « Nous n'allons pas faire une politique populaire ».

Quelques mois plus tard, s'adressant aux ouvriers des usines Skoda à Pilsen, il devait revenir sur ce thème : « Certains ne veulent même pas accepter de hautes fonctions. Ils ne veulent pas se salir les mains. Il y a des gens qui s'enfuient lorsque la situation devient difficile, ils prennent tout simplement peur... Si certains veulent prendre du champ et garder les mains propres, très bien, dans ce cas-là ils doivent abandonner leur poste ».

En particulier, Husak avait vu juste en attribuant, dès le départ, une très haute priorité à la reprise en main des organisations de masse et, tout d'abord, des syndicats ouvriers. « Le combat politique pour l'épuration des organisations de masse des influences opportunistes, notamment l'épuration du mouvement syndical et de la jeunesse, doit être intensifié à tous les échelons », déclarait-il dès septembre 1969. Il l'a répété inlassablement depuis lors. Il le répète à l'occasion à l'heure actuelle encore.

Les syndicats ouvriers tchécoslovaques groupent près de 5,5 millions de membres, masse immense dans laquelle sont confondus les partisans convaincus (peu nombreux, semble-t-il) et les adhérents involontaires, puisque l'enrôlement n'est pas laissé à la discrétion

des travailleurs. Le problème de l'encadrement se pose donc ici avec une acuité encore plus grande qu'au sein du P.C. lui-même. En rapprochant du chiffre de 5,5 millions de syndiqués, le nombre déjà cité de 240.000 membres actifs du P.C., on obtient un rapport de 23 pour un. Cette arithmétique simple suppose encore que tous les membres actifs du Parti sont à même de se consacrer à la surveillance chacun d'une vingtaine de camarades ouvriers et plus, ce qui est évidemment une vue optimiste des choses. Le noyau dur du Parti doit, bien entendu, disperser ses efforts entre quantités d'organisations de masse : étudiantes, de jeunesse, culturelles, éducatives, sportives, de femmes, etc., sans parler de plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires du Parti ou de l'Etat, auxquels leurs charges ne laissent guère de loisirs pour s'occuper, de surcroît, de ce qui se passe sur les lieux de travail, dans les usines, dans les ateliers et plus particulièrement à l'intérieur des syndicats.

Husak a dû se rendre compte très vite, s'il en avait jamais douté, que la reprise en main des organisations ouvrières serait très difficile, faute de cadres sûrs en nombre suffisant, faute aussi du peu d'enthousiasme même chez les plus pro-Soviétiques de ses partisans qui répugnaient à l'idée d'avoir à exécuter une telle mission face à l'hostilité des ouvriers. « Les rapports, autrefois fréquents, entre le Parti et la classe ouvrière se sont, depuis quelque temps, singulièrement relâchés », devait constater Prace, organe officiel des syndicats, à la fin de juin 1969.

C'est pourtant sur le front syndical, Husak *dixit*, qu'il était urgent de redresser la situation, une situation qui ne cessait de s'aggraver et qui, à un moment donné, a frisé la révolte. En voici, à titre d'échantillons, quelques illustrations choisies au hasard :

A la mi-décembre 1968, *Prace* publie une lettre dans laquelle les ouvriers d'une fabrique de machines-outils de Prague demandent instamment le maintien en fonctions de M. Smrkovsky, alors président de l'assemblée nationale : « Afin que notre déclaration soit parfaitement claire, nous nous opposerons à son remplacement par tous les moyens dont dispose la classe ouvrière, y compris la grève générale ». Quelques jours plus tard, le 17 décembre, sans en demander la permission, les ouvriers des usines Skoda à Pilsen élisent, à bulletins secrets, leur directeur général, Jan Marinak, préféré à neuf autres candidats. Au début de janvier 1969, les ouvriers typographes du nouvel hebdomadaire du bureau du C.C. de Bohême-Moravie, *Tribuna*, refusent de composer le premier numéro de cette revue, dont ils désapprouvaient l'éditorial. Aussitôt, le « Congrès du livre » se réunit à Prague et publia un communiqué annonçant que « les travailleurs de la presse s'engageaient à ne pas prendre part à l'élaboration de toutes publications contraires à la politique d'après-janvier ».

APRES AVOIR LU

EST & OUEST

ENVOYEZ-LE A UN AMI

L'*Economist* de Londres reçoit, quelques jours plus tard, de son correspondant à Prague un reportage qui paraît le 1^{er} février 1969, sous le titre éloquent : « *Tandis que d'autres flanchent, les syndicats tchèques poursuivent le combat* ». Dans les premiers jours de mars de la même année, 1.615 délégués syndicaux tiennent à Prague leur 7^e congrès national ; leur président d'alors, Polacek, déclare aux acclamations chaleureuses de l'assistance : « ... à l'avenir, les syndicats n'entendent plus être les simples exécutants des décisions du Parti. Ils seront des partenaires qualifiés de l'Etat socialiste, mais ils pourront, si nécessaire, en devenir des adversaires résolus... Nous élèverons des critiques lorsque l'intérêt de la classe ouvrière aura été oublié ».

Jamais pareil langage n'avait été entendu dans une telle enceinte sous un régime communiste — et cela après plus de six mois d'occupation soviétique.

Le 6 mars 1969, le puissant syndicat des métallurgistes, (près d'un million d'adhérents), vote une résolution affirmant qu'il « *veillera à ce qu'un pouvoir incontrôlable ne s'installe dans le pays* ». Le 8 mars, le 7^e Congrès de la Fédération des syndicats tchécoslovaques adopte une nouvelle charte et décide d'y inscrire le droit de grève, tout en l'assortissant de l'interdiction de grèves sauvages. Au début de mai — tandis que Husak est déjà au pouvoir — une manifestation populaire pro-américaine est organisée par les ouvriers des usines Skoda à l'occasion du 25^e anniversaire de la libération de Pilsen par l'armée U.S. et elle se tient à l'endroit même où avait été érigée, puis abattue sur l'ordre de Staline, la statue commémorant les soldats américains tombés pour la libération de Pilsen.

Dans la deuxième moitié de juin, les ouvriers des vingt plus importantes usines de Prague — parmi lesquelles les entreprises Tatra (tramways et autocars), Pracha (camions), Tesla (électronique), C.K.D. (locomotives et moteurs Diesel), Traktor (machines agricoles) — décident de retenir 50 % des cotisations syndicales, s'élevant à 1 % du salaire, pour protester contre les premières mesures prises par Husak. Le 12 août, un immense incendie ravage les usines Skoda à Mlada-Boleslav, quelques jours plus tard, le rédacteur en chef du *Rudé Pravo*, Miroslav Moc, prétend que le sinistre serait dû à un acte de sabotage, puis répète la même accusation à la radio. Il révèle en même temps que le nombre des incendies dans les entreprises industrielles a doublé comparativement à l'année précédente.

A ces faits, rapportés par les organes officiels, on doit encore ajouter de transparentes allusions à des groupes « *gauchistes, traités de contre-révolutionnaires, dont l'activité se serait déployée surtout dans les usines et au sein de quelques syndicats d'entreprise. Effectivement, un « Parti socialiste révolutionnaire tchécoslovaque » a revendiqué, dans un document adressé au début de janvier 1969 à l'As-*

semblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg, la responsabilité d'un certain nombre d'actions concrètes réalisées par « *des groupes illégaux qui travaillent parallèlement aux activités légales* », notamment à l'intérieur du P.C.T., le but proclamé étant « *tout simplement la destruction de l'appareil de l'Etat* » tchécoslovaque. Le *Rudé Pravo* du 16 janvier a reconnu l'existence de « *l'organisation illégale du Parti socialiste révolutionnaire tchécoslovaque* » qui grouperait des ouvriers et des étudiants, « *suppôtés de la réaction, téleguidés par le trotskysme occidental et ses patrons* », et visant « *au renversement du régime socialiste en Tchécoslovaquie* ».

L'ABROGATION OFFICIELLE DES LIBERTÉS SYNDICALES

Devant la montée des périls, Husak convoque alors, dans les derniers jours de juin, une réunion extraordinaire des dirigeants nationaux et surtout régionaux du Parti et leur déclare sans ambages :

« *La lutte que mène notre Parti doit désormais s'étendre aux entreprises car il est devenu évident le mois dernier que les forces anti-socialistes et opportunistes essayent avant tout de profiter des positions qu'elles ont acquises dans le mouvement syndical et dans certaines commissions du travail. Un changement radical s'impose à cet égard : il faut que la direction politique de chaque entreprise soit assurée par le Parti communiste... Il faut aussi changer un certain nombre de cadres dans les entreprises* » (*Rudé Pravo*, 28 juin 1969).

C'était aussi l'occasion pour Husak de répéter une fois de plus que « *ceux qui ne violeront pas les lois ne seront pas arrêtés* », mais que « *quiconque agira contrairement à la loi devra en supporter les conséquences* ».

Alors s'abat sur les entreprises, sur les usines, sur les ateliers, sur les bureaux administratifs, une vague de terreur qu'exercent et que répandent les « *commissions de vérification* » lesquelles devaient, en principe, s'occuper de l'épuration du Parti, mais qui en réalité se mêlent de tout et notamment de l'organisation des unités de production. On révoque, on expulse, on destitue, on rétrograde à tour de bras, et les victimes sont tout autant les ingénieurs et la maîtrise que les ouvriers, tout autant de vieux militants chevronnés que des jeunes considérés comme contaminés par l'esprit du printemps de Prague.

Simultanément, on remet en vigueur certaines mesures anciennes qu'on avait laissées tomber dans l'oubli : obligation du cachet de l'employeur sur la carte d'identité, obligation d'avoir un contrat de travail en bonne et due forme, et dont l'absence au terme de deux mois vous fait passer dans la catégorie des « *parasites sociaux* », et quelques autres dispositions de même inspiration, comme par exemple le rétablissement de sanctions con-

tre l'absentéisme, qui fait des ravages, et contre les « négligences » de la part des ouvriers et de la maîtrise, négligences qui ont effectivement provoqué le doublement du nombre d'accidents du travail. Les pénalités pour ces divers délits vont de simples retenues sur le salaire jusqu'à la privation de l'emploi, en passant par des brimades, par des mutations arbitraires, et par des affectations de cadres à des emplois d'ouvriers non qualifiés.

Faute de pouvoir assurer un encadrement permanent des travailleurs par le Parti, les nouvelles autorités de Prague ont recours à l'intimidation. Husak est suffisamment intelligent pour savoir que ce n'est là qu'un expédient. Mais il n'a pas le choix des moyens. Cependant, poussé par son esprit procédurier, par sa foi de juriste dans la valeur du texte écrit, il fait préparer et adopter tout un arsenal de dispositions juridiques destinées à briser, durablement pense-t-il, toute velléité réformatrice, et pour étouffer définitivement l'esprit libertaire des syndicalistes. Alors, Cernik, encore Premier ministre, annonce la suspension *sine die* du projet de loi tant espéré portant participation, co-gestion et création de conseils ouvriers d'entreprise. Aussitôt après, le projet de réforme économique est officiellement abandonné, pour être dénoncé comme néfaste à partir du début de 1970. La gestion centralisée de l'économie est rétablie peu de temps après. Puis on rétablit la subordination des organisations de masse — donc, des syndicats — au Parti. Les mesures succèdent aux mesures, l'une des plus récentes, remontant à juillet dernier, visant à la suppression, décrétée de façon officielle, du droit de grève. Ainsi, le droit de grève aura eu une existence — semi-officielle, d'ailleurs, — de quelque quinze mois, de mars 1969 à juillet 1970.

SUR TOUS LES FRONTS A LA FOIS...

Ce n'est pas seulement sur le front du travail que porte l'effort de « normalisation » de Husak. C'est toute la population qu'il convient de mettre au pas, de reprendre en main si faire se peut et, au minimum, de réduire au silence et à la passivité, puis de rééduquer, en attendant que, selon une déclaration de Brejnev, « naisse une nouvelle génération de Tchécoslovaques ».

Faute de mieux, pour y parvenir, on fera feu de tout bois, on utilisera tous les moyens du bord, on fera surtout appel à tous les éléments, même les plus discrédités, de l'époque stalinienne. Dès le 8 décembre 1969, le pro-soviétique inconditionnel Aloïs Indra, secrétaire du C.C. et membre du Praesidium, annonce que « l'épuration s'étendra à tous les domaines ». Un mois plus tard, le deuxième gouvernement Cernik présente au parlement son programme qui, mis à part le préambule consacré au rétablissement intégral du rôle dirigeant du Parti, n'est qu'une longue énumération de mesures qui seront appliquées dans

les divers secteurs, à tous les niveaux et à tous les échelons.

L'opinion publique occidentale a été particulièrement sensibilisée par les épurations dans les rangs de l'intelligentsia en Tchécoslovaquie, et cela se comprend. On a encore en mémoire les circulaires du ministre de la Culture, le Dr Hrbek — un médecin dévoyé — faisant ouvertement appel à la délation : « *Je vous intime l'ordre* », écrivait-il aux recteurs, aux proviseurs, aux directeurs d'écoles primaires, « *de m'adresser un rapport complet et une évaluation des opinions, des actes... de tous les enseignants... et de tous les étudiants faisant partie de votre établissement* ». On se souvient aussi des fortes paroles que ce même personnage a prononcées à la radio, parlant au nom du gouvernement tout entier : « *Les professeurs qui se rendront coupables de propager des idées contre-révolutionnaires et anti-soviétiques seront écrasés politiquement et idéologiquement* ».

De même, nos grands organes d'information ont relevé minutieusement les noms de plusieurs dizaines d'écrivains et de journalistes expulsés du Parti et privés de leur emploi, et recensé plus de 750 autres journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée dont les noms ne furent pas rendus publics, mais qui ont subi le même sort. On sait aussi que le rétablissement de la censure a été suivi par la suppression systématique de journaux et de revues dont les rédacteurs avaient refusé de se plier à l'ordre nouveau. En réalité, acteurs de théâtre, cinéastes, compositeurs, peintres, artistes de cirque, philosophes, historiens, sociologues, hommes de sciences — toutes les catégories d'intellectuels tchécoslovaques ont été et restent soumises à un chantage permanent, à des pressions constantes.

Pourtant, dans la tragédie qui atteint toute la population, la mise au pas de l'intelligentsia n'est qu'un des aspects, certes important et douloureux, mais non unique, de la normalisation. Par ce terme qui a fait fortune, il faut entendre au minimum : la soumission silencieuse. A ce minimum s'ajoute une autre exigence, qui est demandée à tous les anciens partisans de Dubcek, donc pratiquement à tout le monde et à n'importe qui, à savoir : quelques gestes publics de reniement, une auto-critique, la confession des erreurs passées, et, bien entendu, la promesse de ne pas recommencer.

Le procédé peut paraître banal — mais c'est faire abstraction du climat qui règne dans un pays conquis et occupé par l'armée soviétique, de l'omniprésence d'une police politique épurée et étroitement surveillée par quelques conseillers venus de Moscou. C'est faire abstraction aussi du souci compréhensible de tout Tchéque et de tout Slovaque d'assurer sa survie matérielle et celle de sa famille, de ses enfants. C'est bien sur ces mobiles que comptent Husak et le noyau dur du régime, c'est sur ce registre qu'ils jouent. A bien des visiteurs occidentaux, on raconte à Pra-

que un peu tristement des anecdotes dans lesquelles chacun cherche comme un soulagement et davantage encore sa propre justification :

« Savez-vous quelle est la structure sociale et politique des membres du P.C. ? Non ? Vraiment ? Alors, je dois vous éclairer : 2 % sont de fieffés conservateurs, 3 % des démocrates authentiques, et 95 % des personnes ayant des charges de famille ». Ou celle-ci : « Où croyez-vous que nichent les communistes ? Voyons, de vrais communistes, on n'en trouve plus que dans les cimetières ».

L'ARMÉE, LA GRANDE MUETTE

Il ne saurait être question, dans ce cadre limité, de passer en revue les procédés employés ici et là, lesquels n'ont d'ailleurs varié que sur des points de détail, ni les résultats obtenus par ce vaste mouvement d'intimidation par l'inquisition, dans l'administration centrale et dans l'administration provinciale, la justice, la diplomatie, et aussi dans l'appareil de direction de l'économie. Un secteur, cependant, mérite une mention spéciale, celui des forces armées, car c'est de l'armée que — dans les journaux communistes comme dans les nôtres — on parle le moins souvent.

Parmi les visiteurs les plus fréquents à Prague, maréchaux et généraux soviétiques figurent incontestablement à la toute première place. Si les tournées d'inspection d'un maréchal Gretchko, ministre de la défense d'U.R.S.S., et celles effectuées par le maréchal Yakoubovski, commandant en chef du pacte de Varsovie, font généralement l'objet d'un communiqué officiel, la plupart du temps laconique, en revanche les visites d'officiers-généralistes soviétiques de moindre acabit sont entourées le plus souvent d'une grande discrétion. Personne n'est cependant assez naïf pour imaginer qu'il ne s'agit là que de cures thermales, de voyages touristiques ou de simples gestes de courtoisie, sans rapport avec l'organisation, ou plutôt la réorganisation en cours, de l'armée tchécoslovaque.

L'une des premières victimes des pressions soviétiques fut le général Vaclav Prchlik qui avait, en son temps, réclamé des changements dans la structure et dans la haute hiérarchie du pacte de Varsovie. Son limogeage, doublé de l'exclusion du P.C., fut suivi par celui de beaucoup d'autres officiers supérieurs, et plus tard, même subalternes. La victime la plus populaire de l'épuration a été le colonel Zatopek, le célèbre coureur de fond qui avait gagné trois médailles d'or aux Jeux Olympiques de Helsinki en 1952 et qui fut l'un des plus actifs organisateurs du stupéfiant réseau de postes de radio clandestins, dès le lendemain de l'invasion.

Si ces quelques noms ont spécialement touché le public tchécoslovaque, l'épuration de l'armée s'est effectuée, (et rien ne donne à penser que l'opération soit arrivée à son terme), en gros suivant les mêmes procédés

qu'ailleurs et conformément, là aussi, à un programme bien précis. Tout comme les professeurs, les officiers et les sous-officiers furent instamment priés de remettre aux autorités politiques de l'armée un nouveau *curriculum vitae* très détaillé et de répondre par écrit à un questionnaire comportant trois douzaines de questions relatives à leurs activités, jour après jour, au moment de l'occupation par l'armée rouge, pendant la semaine qui a suivi l'invasion et pendant toute la période où Dubcek était resté aux affaires. Et comme les professeurs, ils étaient, eux aussi, invités à consigner par écrit les noms de tous leurs camarades impliqués — ou censés avoir été impliqués, dans tel acte de sabotage ou de résistance, dans telle déclaration en faveur de Dubcek ou contre l'agression soviétique, somme toute dans toute démarche patriotique désormais qualifiée de contre-révolutionnaire.

Parfois, mais assez rarement, une déclaration du gouvernement ou du Parti mentionne brièvement la nécessité de restaurer la discipline au sein des forces armées ou d'y améliorer le « travail idéologique ». Ainsi, la direction politique de l'armée a annoncé au début de septembre 1969, par un communiqué, l'ouverture d'une enquête sur les trente officiers qui avaient, en juin 1968, rédigé un memorandum préconisant la neutralité de la Tchécoslovaquie. Mais les sanctions qui furent prises à l'encontre de ces officiers ne furent jamais rendues publiques. C'est par une indiscrétion que l'on a appris que leur sort avait été réglé lors de la visite à Prague du général soviétique Epichev. Ce général a vraisemblablement été désigné pour veiller au « raffermissement idéologique des soldats tchécoslovaques » ; c'est sur ce thème qu'il publie de temps à autre, des articles ayant une allure de compte-rendu, dans la *Krasnaïa Zvezda*, organe officiel de l'armée soviétique.

« LA PHASE AIGUE EST DERRIÈRE NOUS... »

Ainsi, de quelque côté que l'on se trouve, le processus et les méthodes employées sont les mêmes. S'ils témoignent d'un esprit de suite chez l'instigateur et l'exécuteur de cette politique de normalisation, ils soulignent aussi la difficulté de la tâche. En attendant que « naisse une nouvelle génération de Tchécoslovaques », selon les vœux de Brejnev, il faudrait pouvoir encadrer solidement la génération actuelle, quatorze millions de Tchécoslovaques. Mais, faute d'un nombre suffisant de cadres suffisamment sûrs, Husak, qu'il le veuille ou non, doit recourir à l'expédient de l'intimidation afin de réduire ses compatriotes à la docilité. Ce résultat a été atteint. De ce point de vue, l'opération Husak a été une réussite incontestable.

Trois questions peuvent cependant se poser. Ce résultat est-il durable ? Bien malin saurait celui qui, aujourd'hui, pourrait y répondre. Quel est le sentiment du Politburo soviétique à cet égard ? Nous ne le savons pas da-

vantage ; le fait est que les discours officiels ne laissent en tous cas percer aucun déplaisir à l'endroit de Husak. Enfin, qu'en pense Husak lui-même, qui ne peut ignorer que l'encadrement du pays demeure le problème numéro un ? ».

Depuis quelques mois, Husak multiplie des déclarations lénifiantes, relativement optimistes, témoignant d'une certaine auto-satisfaction — le style restant toujours aussi sobre. « *Le comité central de notre Parti a fait récemment le bilan des résultats obtenus sur le plan de la consolidation politique et économique. Nous pouvons dire que nous avons réussi à restaurer les conditions normales de la vie et du travail dans le domaine politique et dans le domaine économique, à remettre l'économie en marche, à consolider les con-*

quêtes socialistes de notre peuple et à assurer le retour aux conditions normales pour notre société, pour notre pays, pour notre parti... Aujourd'hui, nous sommes en droit de considérer que la phase aiguë de cette crise est derrière nous, que les moments les plus difficiles et les plus dangereux sont passés... »

Ainsi parlait le Dr Husak à la Fête de l'Amitié des Nations, à Devin, près de Bratislava, le 5 juillet dernier. Ainsi parle-t-il assez fréquemment ces temps-ci devant des auditoires tchèques et slovaques. Mais ses paroles, qui se veulent désormais plus rassurantes, ne s'adressent-elles pas avant tout, aux correspondants de la presse et de la radio soviétiques, qui auront à les traduire en russe ?

Jean LAFORÊT.

On moissonne en U.R.S.S.

DEPUIS le début de l'été, les journaux soviétiques parlent de la moisson, chaque jour et en première page. La moisson est présentée comme une « bataille », un « combat » : il s'agit de « mobiliser » les travailleurs qui doivent « passer à l'attaque » et « monter la garde ». Cela se passe ainsi tous les ans, et jour après jour pendant trois mois. Les rubriques réservées aux correspondants chargés de rapporter ce qui se passe aux quatre coins de ce vaste empire alternent avec des appels, des encouragements, des critiques. On se demande comment un lecteur normal de tempérament équilibré peut supporter un tel bombardement de slogans, de cris hystériques, de communiqués d'état-major pendant tout un trimestre sans sombrer dans la folie. Il est vrai que ledit lecteur a un moyen de se sauver : il ne lit pas.

De temps à autre, un éditorial vient renforcer cette campagne dont la valeur et l'effet utile sont plus que problématiques. Les citoyens, en effet, n'ont pas besoin d'être poussés à une besogne qui ne les concerne pas, et les moissonneurs sont trop occupés pendant tout ce temps, et harassés de fatigue par surcroît, pour lire cette prose monotone.

Dans n'importe quel pays occidental, la moisson s'effectue sans ce battage assourdissant, elle s'effectue pour ainsi dire toute seule, chaque cultivateur sachant ce qu'il a à faire et le faisant, et la presse n'en parle que de temps en temps en passant, pour tenir ses lecteurs au courant.

Voici un échantillon de la manière dont on voit ces choses à Moscou ; c'est l'éditorial de la *Pravda* du 12 août dernier, dont nous re-

produisons de larges extraits (c'est nous qui soulignons) :

« Il y a beaucoup de moyens par lesquels les organisations du Parti agissent sur une exécution exemplaire de la moisson et de tous les travaux champêtres. Le principal d'entre eux est une propagande et une agitation politique larges et orientées vers un but précis, une explication profonde de la politique du Parti, de l'importance de la contribution de chaque collectivité au travail pour la réalisation des objectifs du plan quinquennal.

« C'est par les champs, par les fermes collectives et par les silos que passe en ce moment la première ligne de toute l'activité organisatrice des communistes ruraux. C'est là que se situe aussi le centre du travail politique effectué dans les masses par les groupes d'agitateurs, les informateurs politiques, les sections de propagande, les comités d'éducation et de culture. Il est très important d'appliquer ici tous les nombreux procédés efficaces pour influencer les masses, procédés qui ont été expérimentés par une pratique de nombreuses années et élaborés ces temps derniers.

« Les gens qui en ce moment rencontrent et éprouvent des soucis au volant des machines et des tracteurs, dans les brigades de travailleurs, désirent être au courant de tous les événements. Ils attendent les propagandistes, les agitateurs, les informateurs politiques, une presse à fort tirage, un récit vivant de ce qui se passe chez les voisins comment se remportent les succès des travailleurs de choc de l'émulation, afin d'imiter leur expérience et de s'en

inspirer. De là, la nécessité d'affecter à l'agitation politique dans les champs le plus de militants possible et avant tout les dirigeants des organisations du Parti, des soviets et des syndicats, les spécialistes des kolkhozes et des sovkhozes, les novateurs et les travailleurs de choc, l'intelligentsia rurale.

» *L'essentiel, dans le travail politique parmi ceux qui œuvrent en ce moment sur les champs, c'est la lutte pour une utilisation hautement productive de l'outillage, pour une rigoureuse organisation du travail, pour le dépassement des normes prescrites tout en obtenant une qualité élevée des produits. C'est là que réside la condition décisive du succès de la moisson, de la livraison des grains à l'Etat et de tous les travaux en cours. Il appartient aux organisations du Parti, à leurs groupes d'agitateurs, de développer par tous les moyens l'émulation socialiste des cultivateurs, d'enseigner et de montrer de façon directe comment il faut appliquer les méthodes de travail d'avant-garde, stimuler l'initiative et l'entraide.* »

★
★★

Telles sont les méthodes *principales* — la *Pravda* le dit — que l'on applique en U.R.S.S. pour obtenir une bonne récolte. Ces méthodes se pratiquent là-bas depuis quarante ans, et les résultats sont connus. Pour en mesurer toute l'absurdité, il suffit d'imaginer comment se traduiraient ces procédés chez nous si un gouvernement quelconque tentait d'y recourir en Occident, comment réagiraient des paysans français, italiens, ouest-allemands, etc., etc. L'hypothèse n'est pas gratuite, car c'est exactement ainsi que se passeraient les choses si jamais les tenants du dogme moscouitaire arrivaient au pouvoir chez nous.

Donc, la moisson va commencer. Des essais d'agitateurs et de propagandistes se déroulent dans les villages pour « expliquer pro-

fondément la politique du Parti » (celui qui gouverne, évidemment) — et cela au moment où chaque paysan est en train de vérifier si tout son outillage est en bon état. Ces paysans, on l'imagine, ne demandent que des « récits vivants de ce qui se passe chez leurs voisins » afin de connaître leurs exploits et de « s'en inspirer ». Ils sont avides de savoir comment il faut « lutter pour une utilisation hautement productive de l'outillage » et pour l'obtention de « produits de bonne qualité ».

On imagine aisément comment des paysans français, italiens, allemands, etc., etc., accueilleraient de tels importuns qui s'aviseraient de leur faire la leçon et de leur apprendre leur métier, qui leur feraient des discours sur la nécessité d'une bonne récolte et sur la manière d'éviter des pertes de grains. Ces paysans occidentaux chasseraient à coups de fourche ces conseillers indésirables, qui les empêcheraient plutôt de travailler. Les paysans russes, qui ne sont pas plus bêtes que les autres, doivent les laisser parler puisque ce sont des « officiels », mais ils n'en pensent pas moins.

Trois mois d'une campagne assourdissante, de communiqués quotidiens sur la situation sur « le front de la moisson » et sur les succès remportés dans « le combat pour le blé ». Tout cela est à peine imaginable pour un cerveau normal. Si, encore, cette explosion d'hystérie servait à quelque chose ! Mais elle ne sert à rien puisque la récolte demeure mauvaise, et cela depuis quatre décennies.

★
★★

Les paysans soviétiques ont besoin d'être poussés au travail par les méthodes que l'on vient de voir : le servage est forcément moins productif que le travail libre. Mais indépendamment de leur peu d'ardeur, quand bien même leur intérêt personnel les inciterait à faire preuve d'un élan plus spontané, c'est le mauvais état de l'outillage que l'on met à leur disposition qui les empêche d'améliorer leur rendement. Le mauvais travail de l'industrie est tout autant responsable des déboires de l'agriculture que l'agriculture elle-même. Un éditorial publié par la *Pravda* du 25 juillet résume quelques difficultés que l'agriculture rencontre du fait des défaillances de l'industrie, notamment de la construction mécanique. L'industrie ne répond pas aux demandes que lui adressent les tractoristes et les mécaniciens des villages.

« *Le ministère de la Construction mécanique, lit-on dans cet éditorial, en dépit des nombreuses demandes des mécanisateurs, ne se décide pas à élaborer un dispositif contre les pertes de grains sur les moissonneuses-batteuses. Depuis quelques années, on attend dans les villages des camions spéciaux à déchargement au-*

Menaces communistes contre la Malaysia

RECTIFICATION

Dans notre numéro 452 du 16-30 septembre 1970, un mastic a rendu difficile la lecture d'un passage de l'article d'André Tong : *Menaces communistes contre la Malaysia*.

A la page 29, les 19 dernières lignes de la seconde colonne (la colonne de droite) se trouvent là par erreur et doivent être reportées à la page 30, au bas de la première colonne, colonne de gauche.

tomatique, mais le ministère de la Construction automobile ne se hâte pas de les faire produire. Les travailleurs responsables de la construction des tracteurs et des machines agricoles formulent à leur tour des griefs sérieux à l'adresse des industries métallurgique et chimique, qui n'exécutent pas leurs commandes relatives aux aciers spéciaux d'alliage léger, à certains laminés et à certains émaux. L'insuffisance de ces matières se répercute défavorablement sur la qualité des machines produites...

» Le rééquipement technique des campagnes n'exige pas seulement un plus grand nombre de machines, mais encore l'amélioration de leurs qualités techniques et de leur longévité. On sait que la qualité de notre outillage agricole est encore insuffisante. Beaucoup de nos tracteurs et machines produits en série présentent de sérieux défauts. Près du quart des châssis automobiles « T-16 » fut renvoyé au premier trimestre de cette année par les réceptionnaires à l'usine « Selkhoztekhnika » de Kharkov. On a renvoyé à l'usine de Riazan un quart des combinés pour la moisson des pommes de terre...

» L'amélioration de l'utilisation de l'outillage, c'est une grande réserve qui permet sans beaucoup de dépenses supplémentaires d'augmenter l'ampleur des travaux mécanisés et d'améliorer la productivité du travail. Malheureusement, cette réserve est encore peu utilisée dans bien des cas. Dans certaines exploitations, en Turkménie et en Ouzbékistan, dans les régions de Lipetsk, de Koursk et de Tambov, le rendement journalier par tracteur n'a pas augmenté depuis trois ans.

» La basse productivité des machines s'explique avant tout par le fait que dans beaucoup de kolkhozes et de sovkhoses, le travail des mécanisateurs est mal organisé. C'est surtout pour cette raison que les machines s'usent prématurément et sont mises au rebut. Même dans les périodes de grande activité des travaux champêtres, une partie considérable des tracteurs, des combinés et des automobiles sont immobilisés par des déficiences techniques ou d'organisation. On constate l'insuffisance des pièces de rechange, ainsi que la Pravda le signalait hier. »

★★

Consultons donc la Pravda de la veille, 24 juillet. Elle nous apprend — nous résumons et nous en passons — que la fabrique d'auto-

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Jeudi 5 Novembre 1970**

mobiles « Likhatchev » de Moscou, au premier semestre 1970, n'a pas livré 49.000 synchronisateurs ; celle de Gorki était en retard de 2.570 moteurs à six cylindres, de 13.630 bielles, de 2.500 cylindres ; celle de Koutanaïsk de 680 moteurs, de 1.390 ponts arrière. La fabrique de tracteurs de Pavlodarsk, qui devait livrer au premier semestre 6.000 roues pour tracteurs, n'en avait pas encore commencé la fabrication fin juillet. Le manque de pièces de rechange retarde évidemment la réparation des tracteurs et des camions. A la date du 1^{er} juillet, on comptait 59.000 camions non réparés dans la République russe, 22.000 en Ukraine et 11.000 en Kazakhstan.

Ce n'est pas tout. On manque de pneus, de roues, de lubrifiant. Les pelles de bois font défaut. Les wagons n'arrivent pas à temps pour enlever le blé, qui s'entasse le long des voies ferrées à ciel ouvert. On manque de cageots, de sacs, d'emballage en général, pour acheminer à destination les fruits et les tomates avant qu'ils pourrissent.

C'est ainsi que l'on moissonne en U.R.S.S. A quoi peut servir, dès lors, cette campagne hystérique, ces brigades de propagandistes et d'agitateurs qui arrivent avec leurs discours, mais sans les pièces de rechange, sans lesquelles cet outillage ne peut fonctionner ? On s'est souvent demandé pourquoi l'amélioration du niveau de vie consentie par le pouvoir aux paysans depuis quelques années n'a pas réussi à augmenter le rendement. Les faits que nous citons permettent de le comprendre.

Même en supposant que le relèvement des prix stimule l'ardeur des paysans, cette ardeur ne sert à rien s'ils manquent des outils indispensables. Et cette ardeur faiblit nécessairement lorsqu'ils voient que la désorganisation des transports (camions, chemins de fer, etc.) voue leurs produits au pourrissement.

Depuis quarante ans, les choses se passent ainsi. Depuis quarante ans, ces dictateurs tout-puissants, disposant de moyens de pression quasi illimités n'ont pas réussi à imposer à l'industrie, qui relève d'eux et d'eux seuls, un rythme assurant la livraison en temps voulu de l'outillage agricole et des pièces de rechange, ni à obtenir que les chemins de fer envoient à temps les wagons pour enlever les produits moissonnés.

Il est décidément plus facile d'envoyer des écrivains dans des camps et de faire interner des protestataires dans des asiles psychiatriques, que d'organiser rationnellement l'économie. Mais si nous avons bonne souvenance, c'est surtout pour organiser l'économie que les communistes se sont emparés du pouvoir...

LUCIEN LAURAT.